

COMMUNICATION FINANCIÈRE

Page 2 Chiffres clés au 30 juin 2018

Page 3 Extrait des États financiers consolidés selon les normes IAS/IFRS arrêtés au 30 juin 2018

Page 13 Comptes sociaux au 30 juin 2018

Page 23 Extrait des États financiers consolidés BNP Paribas au 30 juin 2018

ÉTATS AU 30 JUIN 2018



BMCI
GROUPE BNP PARIBAS

La banque
d'un monde
qui change

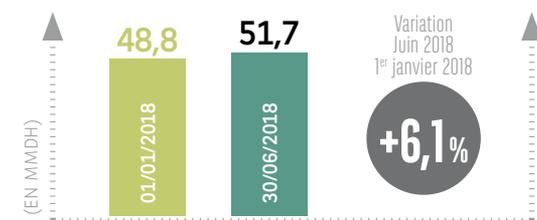


Le Groupe BMCI affiche au 1^{er} semestre 2018 une belle dynamique commerciale avec des volumes de crédits en progression de plus de **6%** et des activités de marchés au profit de la clientèle en croissance. Le Produit Net Bancaire Consolidé atteint **1,533 milliard de dirhams**. Les Frais de Gestion Consolidés demeurent maîtrisés à **797 millions de dirhams** et le Coefficient d'Exploitation est de bon niveau à **52%**. Le Coût du Risque Consolidé augmente de **1,1%** à fin juin 2018 pour s'établir à **200 millions de dirhams**, suite à l'entrée en vigueur de la nouvelle norme IFRS9. Au 30 juin 2018, le Résultat Avant Impôt Consolidé atteint **532 millions de dirhams** et le Résultat Net Consolidé s'élève à **347 millions de dirhams**.

PRODUIT NET BANCAIRE CONSOLIDÉ	1,533 MILLIARD DE DIRHAMS
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION CONSOLIDÉ	735 MILLIONS DE DIRHAMS
RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ	347 MILLIONS DE DIRHAMS
COEFFICIENT D'EXPLOITATION CONSOLIDÉ	52%
CRÉDITS PAR CAISSE À LA CLIENTÈLE CONSOLIDÉS	51,7 MILLIARDS DE DIRHAMS

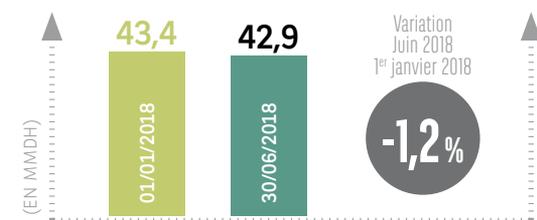
CRÉDITS PAR CAISSE À LA CLIENTÈLE CONSOLIDÉS (EN MMDH)

Les crédits par caisse à la clientèle consolidés ont atteint 51,7 milliards de dirhams en juin 2018 contre 48,8 milliards de dirhams au 1^{er} janvier 2018, soit une hausse de 6,1% par rapport au 1^{er} janvier 2018.



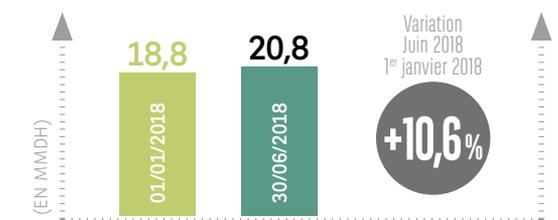
DÉPÔTS DE LA CLIENTÈLE CONSOLIDÉS (EN MMDH)

Les dépôts de la clientèle consolidés ont enregistré une baisse de 1,2%, pour atteindre 42,9 milliards de dirhams à fin juin 2018 contre 43,4 milliards de dirhams au 1^{er} janvier 2018 avec une amélioration en termes de structure, les ressources non rémunérées représentant plus de 72%.



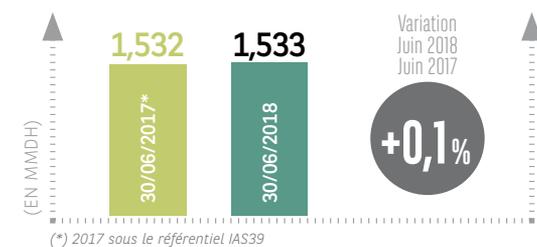
ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE CONSOLIDÉS (EN MMDH)

Les engagements par signature consolidés se sont établis à 20,8 milliards de dirhams à fin juin 2018, soit une augmentation de 10,6% par rapport au 1^{er} janvier 2018.



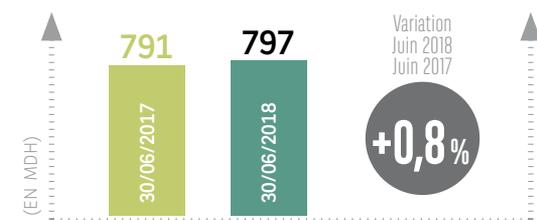
PRODUIT NET BANCAIRE CONSOLIDÉ (EN MMDH)

Le Groupe BMCI a réalisé un produit net bancaire consolidé de 1,533 milliard de dirhams à fin juin 2018 en hausse de 0,1 % par rapport à fin juin 2017, essentiellement du fait de la hausse du résultat des opérations de marchés (+19,2%) et le résultat des autres activités (+9,7%) avec une légère baisse au niveau de la marge d'intérêt (-1,8%) et de la marge sur commissions consolidée de (-0,9%).



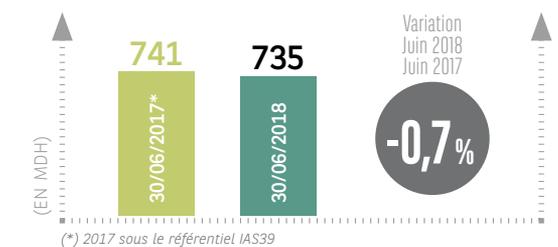
FRAIS DE GESTION CONSOLIDÉS (EN MDH)

À fin juin 2018, les frais de gestion consolidés demeurent maîtrisés et s'élèvent à 797 millions de dirhams. Par ailleurs, le coefficient d'exploitation s'affiche à 52% à fin juin 2018.



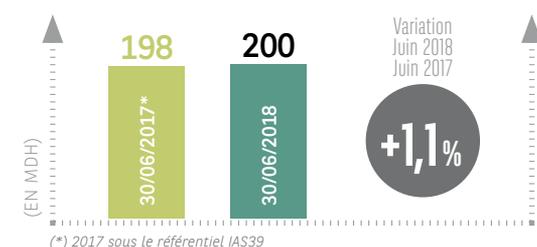
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION CONSOLIDÉ (EN MDH)

Le résultat brut d'exploitation consolidé s'établit à 735 millions de dirhams en juin 2018, soit une légère baisse de 0,7% par rapport à juin 2017.



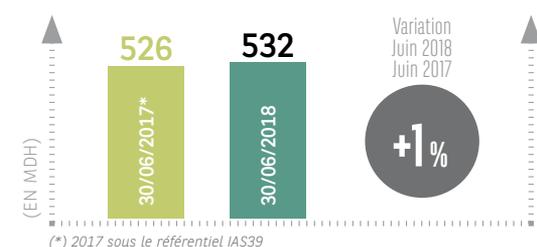
COÛT DU RISQUE CONSOLIDÉ (EN MDH)

Le coût du risque consolidé a augmenté de 1,1% en juin 2018 par rapport à juin 2017 suite à l'entrée en vigueur de la nouvelle norme IFRS9. Le coût du risque avéré bucket 3 a baissé de 10% en juin 2018 par rapport à fin juin 2017. Le taux de couverture des créances par les provisions des comptes sociaux s'établit à 80,3%.



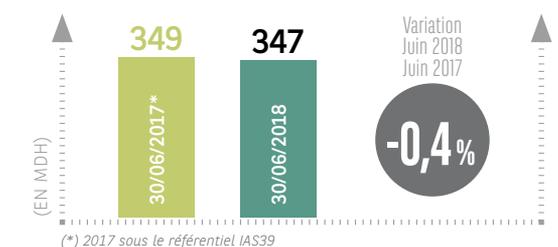
RÉSULTAT AVANT IMPÔTS CONSOLIDÉ (EN MDH)

Le Groupe BMCI affiche un résultat avant impôts consolidé de 532 millions de dirhams en juin 2018, soit une augmentation de 1% par rapport à fin juin 2017.



RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ (EN MDH)

Le résultat net consolidé s'est établi à 347 millions de dirhams à fin juin 2018, soit une légère baisse de 0,4% par rapport à fin juin 2017.



L'agence internationale de rating Fitch a confirmé au mois de juillet 2018 les ratings de la BMCI, traduisant sa solidité financière. Pour rappel, ces notations sont parmi les meilleures obtenues à l'échelle nationale :

Note à long terme : **AAA (mar)** • Perspective d'évolution de la note à long terme : **Stable** • Note à court terme : **F1+ (mar)** • Note de soutien extérieur : **2**



NORMES COMPTABLES APPLICABLES

Les normes comptables internationales (International Financial Reporting Standards – IFRS) ont été appliquées aux comptes consolidés à compter du 1^{er} janvier 2008 avec bilan d'ouverture au 1^{er} janvier 2007 conformément aux prescriptions énoncées par la norme IFRS 1, « Première application des normes d'information financière internationales », et par les autres normes du référentiel IFRS en tenant compte de la version et des interprétations des normes telles qu'elles ont été approuvées par l'International Accounting Standards Board (IASB) pour ses comptes arrêtés au 30 Juin 2018. Dans les comptes consolidés présentés au 30 Juin 2018, le Groupe a appliqué les dispositions d'IAS 1 révisée relatives à la présentation des états financiers.

DESCRIPTION DES RETRAITEMENTS IFRS

1- PRINCIPES DE CONSOLIDATION

Périmètre de consolidation

Les comptes consolidés du Groupe BMCI regroupent l'ensemble des entreprises sous contrôle exclusif, contrôle conjoint ou influence notable. De même, le Groupe BMCI consolide, le cas échéant, les structures juridiques distinctes créées spécifiquement pour réaliser un objectif limité et bien défini dites « entités ad'hoc » contrôlées et ce, même en l'absence d'un lien capitalistique entre eux.

Méthodes de consolidation

- Les entreprises sur lesquelles le Groupe BMCI exerce un contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale. Le Groupe possède le contrôle exclusif d'une filiale lorsqu'il est en mesure de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entité afin de bénéficier de ses activités.
- Les entreprises sous contrôle conjoint sont consolidées par intégration proportionnelle. Le Groupe possède un contrôle conjoint lorsque, en vertu d'un accord contractuel, les décisions financières et opérationnelles stratégiques liées à l'activité nécessitent l'accord unanime des parties qui se partagent le contrôle.
- Les entreprises sous influence notable sont mises en équivalence. L'influence notable est le pouvoir de participer aux décisions de politique financière et opérationnelle d'une entité, sans en détenir le contrôle. Elle est présumée si le Groupe détient, directement ou indirectement, 20% ou plus des droits de vote dans une entité.

2. LES IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations sont enregistrées à leur coût d'acquisition augmenté des frais directement attribuables, et des coûts d'emprunt encourus lorsque la mise en service des immobilisations est précédée d'une longue période de construction ou d'adaptation.

Les logiciels développés en interne, lorsqu'ils remplissent les critères d'immobilisation, sont immobilisés pour leur coût direct de développement qui inclut les dépenses externes et les frais de personnel directement affectables au projet.

Après comptabilisation initiale, les immobilisations sont évaluées à leur coût diminué du cumul des amortissements et des pertes éventuelles de valeur, à l'exception des parts de SCI, supports de contrats d'assurance en unités de compte, qui sont valorisées en date d'arrêt à leur valeur de marché ou son équivalent, les variations de celle-ci étant comptabilisées au compte de résultat. Le montant amortissable d'une immobilisation est déterminé après déduction de sa valeur résiduelle. Seuls les biens donnés en location simple sont réputés avoir une valeur résiduelle, la durée d'utilité des immobilisations d'exploitation étant généralement égale à la durée de vie économique attendue du bien.

Les immobilisations sont amorties selon le mode linéaire sur la durée d'utilité attendue du bien pour l'entreprise. Les dotations aux amortissements sont comptabilisées sous la rubrique « Dotations aux amortissements et provisions pour dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles » du compte de résultat.

Lorsqu'une immobilisation est composée de plusieurs éléments pouvant faire l'objet de remplacement à intervalles réguliers, ayant des utilisations différentes ou procurant des avantages économiques selon un rythme différent, chaque élément est comptabilisé séparément et chacun des composants est amorti selon un plan d'amortissement qui lui est propre. L'approche par composants a été retenue pour les immeubles d'exploitation et de placement.

Les durées d'amortissement retenues pour les immeubles de bureaux sont de 80 et 60 ans pour le gros œuvre des immeubles de prestige et les autres immeubles respectivement, 30 ans pour les façades, 20 ans pour les installations générales et techniques et 10 ans pour les agencements. Les logiciels sont amortis, selon leur nature, sur des durées n'excédant pas 8 ans pour les développements d'infrastructure et 3 ans ou 5 ans pour les développements essentiellement liés à la production de services rendus à la clientèle.

Les coûts de maintenance des logiciels sont enregistrés en charges au compte de résultat lorsqu'ils sont encourus. En revanche, les dépenses qui participent à l'amélioration des fonctionnalités du logiciel ou contribuent à en allonger sa durée de vie sont portées en augmentation du coût d'acquisition ou de confection initial.

Les immobilisations amortissables font l'objet d'un test de dépréciation lorsqu'à la date de clôture, d'éventuels indices de perte de valeur sont identifiés. Les immobilisations non amortissables font l'objet d'un test de dépréciation au moins une fois par an sur le modèle de celui effectué pour les survaleurs affectées aux ensembles homogènes de métiers.

S'il existe un tel indice de dépréciation, la nouvelle valeur recouvrable de l'actif est comparée à la valeur nette comptable de l'immobilisation. En cas de perte de valeur, une dépréciation est constatée en compte de résultat. La dépréciation est reprise en cas de modification de l'estimation de la valeur recouvrable ou de disparition des indices de dépréciation. Les dépréciations sont comptabilisées sous la rubrique « Dotations aux amortissements et provisions pour dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles » du compte de résultat.

Les plus ou moins values de cession des immobilisations d'exploitation sont enregistrées au compte de résultat sous la rubrique « Gains nets sur autres actifs immobilisés ».

Les plus ou moins values de cession des immeubles de placement sont enregistrées au compte de résultat sous la rubrique « Produits des autres activités » ou « Charges des autres activités ».

- Le Groupe BMCI a adopté les principes suivants appliqués de manière rétrospective :
- L'approche par composant,
 - Une durée d'amortissement qui reflète la durée d'utilisation effective du bien par la banque. L'amortissement retenu est un amortissement linéaire calculé sur la durée d'utilité de l'actif. La valeur résiduelle retenue par le Groupe BMCI est supposée nulle.

Tableau des composants Groupe BMCI		
Nature du composant	Durée d'amortissement en années	POIDS DU COMPOSANT
Gros œuvre	60	59%
Façade	30	18%
IGT	20	23%

3- LES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Conformément aux options offertes par la norme IFRS 1, le Groupe BMCI a choisi de maintenir les coûts historiques pour l'ensemble des immobilisations incorporelles et n'a donc procédé à aucune réévaluation.

L'option retenue pour le traitement des logiciels qui constituent l'essentiel des immobilisations incorporelles consiste à distinguer entre les logiciels dédiés à la clientèle et les logiciels internes d'infrastructures.

La durée d'amortissement est déterminée selon la consommation des avantages économiques en fonction de l'utilisation.

Catégories d'immobilisations	Durée d'amortissement
Logiciels dédiés à la clientèle	3 ans
Logiciels internes d'infrastructure	8 ans

4- GOODWILL

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Le coût d'acquisition est égal à la valeur de marché ou son équivalent, à la date d'échange des actifs remis, des passifs encourus ou assumés ou des instruments de capitaux propres émis pour obtenir le contrôle de la société acquise.

5- LES IMMEUBLES DE PLACEMENT

Après sa comptabilisation en tant qu'actif, un immeuble de placement doit être comptabilisé à son coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur. Dans ce cas, la juste valeur doit être indiquée en annexe.

Dans le cas des immeubles de placement en location, la norme IAS 17 « Contrat de location » est applicable.

6- LES AVANTAGES AU PERSONNEL

Principe

L'objectif de la norme IAS 19 est de prescrire le traitement comptable des avantages du personnel et les informations à fournir à leur sujet. Cette norme impose de comptabiliser :

- un passif lorsqu'un membre du personnel a rendu des services en échange d'avantages du personnel qui lui seront versés dans l'avenir ;
- une charge lorsque l'entité consomme l'avantage économique résultant des services rendus par un membre du personnel en échange d'avantages du personnel.

Classification des avantages au personnel

La norme IAS 19 prévoit quatre catégories d'avantages accordés aux salariés au titre des services rendus :

- les avantages à court terme tels que les salaires, les cotisations de sécurité sociale, les congés annuels payés, les congés de maladie payés, les primes payables dans les douze mois suivant la fin de l'exercice, ...
- les avantages à long terme : médailles du travail, primes payables douze mois ou plus après la fin de l'exercice, ...
- les avantages postérieurs à l'emploi eux-mêmes classés en 2 catégories : régimes à prestations définies et régimes à cotisations définies (retraite, frais de santé et prévoyance pour les retraités, ...).
- les indemnités de fin de contrat de travail : principalement les avantages payables suite à une décision de l'entreprise de mettre fin à l'emploi avant l'âge de la retraite permis par la convention collective ou accord d'entreprise (indemnités de licenciement...) ou du salarié d'accepter le licenciement en échange de ces avantages (départ volontaire).

Couverture des engagements

Les engagements peuvent être couverts de deux manières :

- Constitution d'une provision en interne,
- Externalisation de l'obligation de verser des prestations par la souscription d'un contrat d'assurance.

Méthode

La valorisation des régimes à prestations définies implique le recours à des techniques actuarielles afin de quantifier d'une manière fiable le montant de l'engagement naissant des avantages accumulés par le personnel durant les exercices écoulés.

La méthode préconisée par la norme IAS 19 est celle des « Unités de Crédit Projetées », qui présente les caractéristiques suivantes :

- Méthode actuarielle, basée sur l'estimation des prestations futures probables (à partir des salaires projetés à l'échéance de la prestation), qui repose sur le principe suivant lequel chaque période de service rendu donne lieu à une unité supplémentaire de droits à prestations,
- Méthode rétrospective, qui définit la valeur de l'engagement au moment de l'évaluation en se fondant sur le rythme d'acquisition des droits prévu au régime. L'objectif est d'attribuer à chaque année passée la quote-part de droits lui revenant.

L'estimation de la valeur des engagements doit s'appuyer sur des hypothèses actuarielles qui influenceront sur le coût des prestations. Ces hypothèses sont relatives aux variables :

- **Démographiques** : taux de rotation du personnel, taux de mortalité, âge de départ à la retraite,
- **Financiers** : taux d'actualisation, progression estimée des salaires à effectifs constants.

Options retenues par la BMCI

A la fin de chaque exercice, la BMCI comptabilise une provision couvrant ses engagements relatifs aux régimes à prestations définies : Ouissam Choghl et indemnités de fin de carrières. La méthode utilisée est celle des « unités de crédit projetées ».

Les taux d'actualisation sont déterminés en fonction de la courbe des taux (Taux de référence des Bons de Trésor) publiée par Bank Al-Maghrib et arrêtée à la date de clôture de l'exercice. Les taux de cette courbe sont ramenés en fonction de la maturité des Bons de Trésors aux durées moyennes d'exigibilité des prestations.

Les autres paramètres d'estimation de l'engagement découlent de la table de mortalité en usage au Maroc, du taux de progression des salaires à effectifs constants estimé par la BMCI ainsi que des statistiques liées à la rotation du personnel observée sur plusieurs années.

En ce qui concerne la couverture médicale postérieure à l'emploi (CMIM), aucune provision n'a été constatée en raison de l'indisponibilité des informations nécessaires pour l'évaluation et la comptabilisation de ce régime multi-employeur à prestations définies.

Quant aux avantages à court terme, La BMCI a constaté une provision relative au coût salarial lié aux congés maladie et maternités sur les douze mois après la clôture de l'année.

7- IMPÔT EXIGIBLE ET IMPÔT DIFFÉRÉ

La charge d'impôt sur le bénéfice exigible est déterminée sur la base des règles et taux en vigueur dans chaque pays d'implantation des sociétés du groupe consolidé sur la période à laquelle se rapportent les résultats.



Les impôts différés sont comptabilisés lorsqu'il existe des différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et passifs du bilan et leurs valeurs fiscales.

Les passifs d'impôts différés sont reconnus pour toutes les différences temporelles taxables à l'exception :

- Des différences temporelles taxables générées par la comptabilisation initiale d'un écart d'acquisition,
- Des différences temporelles taxables relatives aux investissements dans des entreprises sous contrôle exclusif et contrôle conjoint, dans la mesure où le groupe est capable de contrôler la date à laquelle la différence temporelle s'inversera et qu'il est probable que cette différence temporelle ne s'inversera pas dans un avenir prévisible.

Un actif ou passif d'impôt différé est comptabilisé chaque fois que le recouvrement ou le règlement de la valeur comptable d'un actif augmentera ou diminuera les paiements futurs d'impôt par rapport à ce qu'ils auraient été si un tel recouvrement n'avait pas eu d'incidence fiscale. La gestion fiscale lui donne l'opportunité de générer un bénéfice imposable au cours des exercices appropriés. L'IAS 12 interdit l'actualisation des impôts différés.

8- DERIVES

L'ensemble des opérations portant sur des instruments dérivés sont initiées à des fins de transaction et sont de ce fait comptabilisées en tant qu'actifs ou passifs à la juste valeur par résultat.

9- DERIVES INCORPORES

Un dérivé incorporé est une composante d'un contrat financier ou non qui a pour effet de faire varier une partie des flux de trésorerie de l'opération composée d'une manière analogue à celle d'un dérivé autonome. La norme IFRS 9 définit un contrat hybride comme un contrat comprenant un contrat hôte et un dérivé incorporé. Lorsque le contrat hôte constitue un actif financier, le contrat hybride doit être évalué entièrement à la JVR car ses flux contractuels ne revêtent pas un caractère basique (SPPI). Lorsque le contrat hôte constitue un passif financier, le dérivé incorporé doit faire l'objet d'une séparation si les trois conditions suivantes sont remplies :

- Le contrat hybride n'est pas comptabilisé à sa juste valeur,
- Séparé du contrat hôte, le dérivé incorporé possède les caractéristiques d'un dérivé,
- Les caractéristiques du dérivé ne sont pas étroitement liées à celle du contrat hôte. La norme IFRS 9 préconise de valoriser le contrat hôte à l'initiation en effectuant la différence entre la juste valeur du contrat hybride (= coût) et la juste valeur du dérivé incorporé.

10- ACTIFS FINANCIERS : PREMIÈRE APPLICATION DE LA NORME IFRS 9

La norme IFRS 9 Instruments financiers, publiée le 24 juillet 2014, remplace la norme IAS 39 Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation.

La Norme inclut de nouvelles dispositions en matière de comptabilisation et d'évaluation des actifs et passifs, de dépréciation et de modèle général de la comptabilité de couverture.

La date d'application de la norme IFRS 9 est effective pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018, sans comparatif.

Par ailleurs le bilan au 01-01-2018 est présenté selon la nouvelle norme IFRS 9.

Classement et évaluation des actifs financiers

Trois catégories d'actifs sont définies dans IFRS 9 au lieu de quatre dans IAS 39 :

- Coût amorti (« AC »),
- Juste valeur par capitaux propres (FVOCI), décliné en deux sous-catégories :
 - « FVOCID » pour les instruments de dette.
 - « FVOCIE » pour les instruments de capitaux propres.
- Juste valeur par le résultat (FVPL).

À l'exception des actifs financiers désignés sur option à la FVPL à la comptabilisation initiale en cas de non-concordance comptable, deux critères sont utilisés pour établir comment classer et évaluer les actifs financiers :

Le Modèle de Gestion (« Business Model ») suivi par l'entité pour la gestion des actifs financiers : Le modèle de Gestion doit refléter la manière avec laquelle l'entité gère les actifs financiers en vue de générer des cash-flows.

Trois modèles de Gestion possibles :

- Held To Collect contractual cash flows (HTC)** la collecte des flux de trésorerie contractuels soit le modèle de gestion « collecte ».
- Held To Collect and Sale (HTC&S)** la collecte des flux de trésorerie contractuels et la vente des actifs soit le modèle de gestion « collecte et vente ».
- Autre (Held For Sale - HFS)** Les autres intentions de gestion soit le modèle de gestion « autre/vente ».

les caractéristiques de flux de trésorerie contractuels de l'actif financier.

Ce critère s'appuie sur l'existence ou non de modalités contractuelles au niveau de l'instrument donnant lieu à dates spécifiées à des flux de trésorerie qui sont seulement des remboursements du principal et versements d'intérêts sur le principal restant dû (désigné comme le test « SPPI ») (Solely Payments of Principal and Interests).

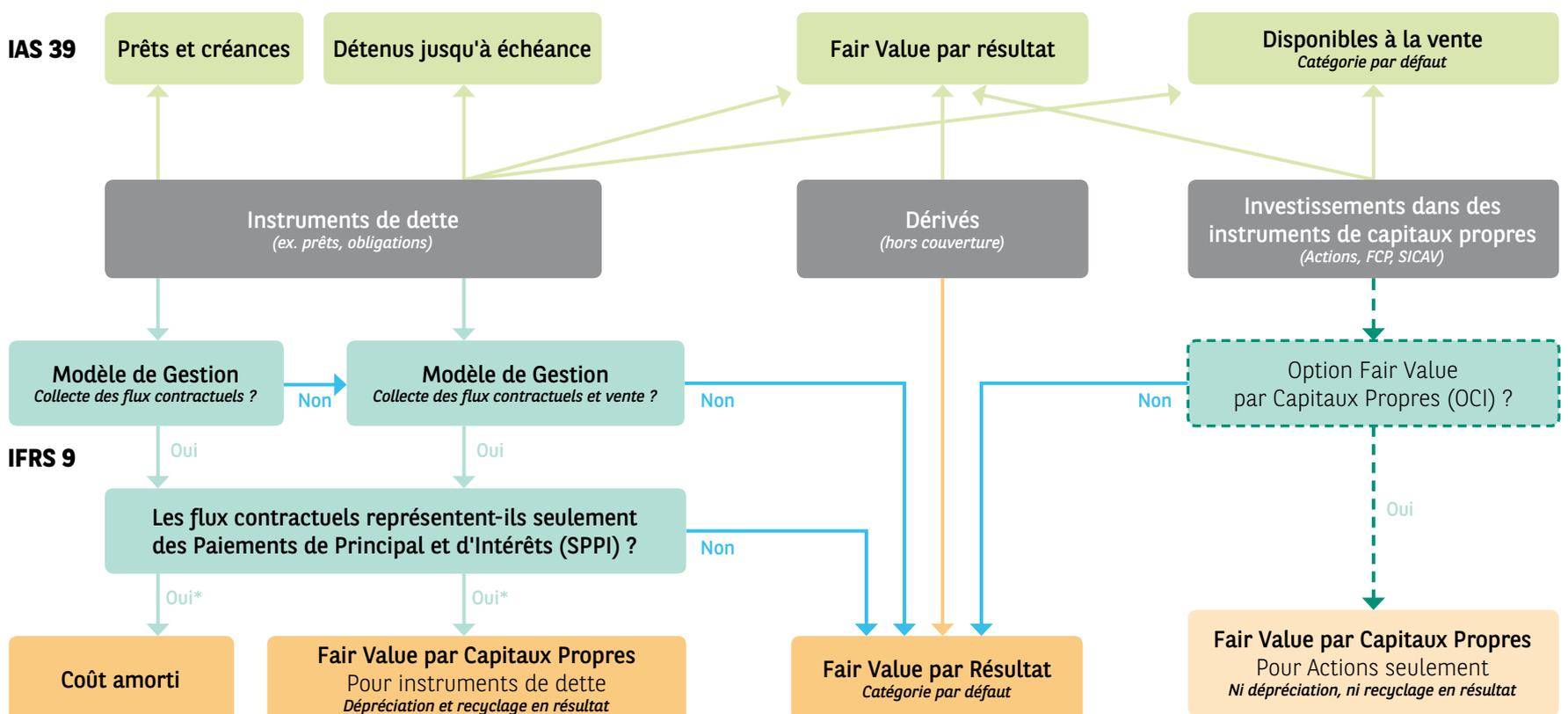
Si un instrument a des caractéristiques contractuelles qui peuvent accroître la variabilité des flux de trésorerie, il ne peut être comptabilisé en AC ou en FVOCID.

Par défaut, les instruments de capitaux propres et autres titres à revenu variable sont comptabilisés à la juste valeur par le résultat (FVPL). Cependant, les instruments de capitaux propres (actions) peuvent être constatés à la juste valeur par capitaux propres au cas par cas (sans recyclage des profits et pertes constatés en « OCI »).

Dès lors que l'option de désigner un instrument de capitaux propres à la FVOCI est retenue.

- Si un instrument a des caractéristiques contractuelles qui peuvent accroître la variabilité des flux de trésorerie, il ne peut être comptabilisé en AC ou en FVOCID.
- Les variations de juste valeur de l'instrument sont comptabilisées en OCI,
- Les variations de justes valeurs constatées en OCI ne sont pas ultérieurement transférées en résultat (elles peuvent être transférées en profit ou perte cumulé(e) au sein des capitaux propres). Par conséquent, en cas de vente de l'investissement, aucun profit ou perte n'est comptabilisé lors de la cession.

L'arbre de décision ci-dessous synthétise les dispositions d'IFRS 9 en matière de classement et d'évaluation



* Si l'option Fair Value n'est pas utilisée. Possible pour incohérence comptable

Classement et évaluation des passifs financiers

Les dispositions relatives aux passifs financiers n'ont pas beaucoup changé.

- Il y a toujours deux catégories comme dans IAS 39 : juste valeur par le résultat (« FVPL ») et autres passifs (coût amorti),
- Pour les dérivés incorporés dans des passifs financiers, les principes de séparation et l'application des dispositions d'IAS 39 ont été conservés dans IFRS 9.
- L'option juste valeur (« FVO ») a été conservée (pour les non-concordances comptables, l'existence d'un dérivé incorporé, le traitement à la juste valeur).

Le seul changement introduit par IFRS 9 concernant les passifs financiers a trait à la comptabilisation des variations de juste valeur résultant du risque de crédit propre des dettes désignées en juste valeur sur option, qui sont à constater en capitaux propres (« OCI »).

Opérations de pensions et prêts/emprunts de titres

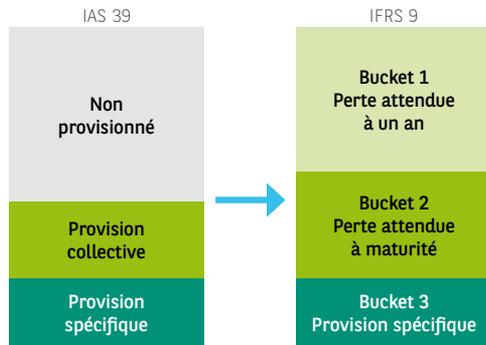
Les titres cédés temporairement dans le cas d'une mise en pension restent comptabilisés au bilan du groupe dans leur portefeuille d'origine. Le passif correspondant est comptabilisé sous la rubrique de « Dettes » appropriée, à l'exception des opérations de pension initiées par les activités de négoce du groupe, pour lesquelles le passif correspondant est comptabilisé parmi les passifs financiers à la juste valeur par résultat.

Les titres acquis temporairement dans le cas d'une prise en pension ne sont pas comptabilisés au bilan du groupe. La créance correspondante est comptabilisée sous la rubrique « Prêts et Créances », à l'exception des opérations de pension initiées par les activités de négoce du Groupe, pour lesquelles la créance correspondante est comptabilisée en « Actifs financiers à la valeur de marché par résultat ».



11- DEPRECIATION DES ACTIFS FINANCIERS

Évolution du champ d'application



- Un seul modèle de provisionnement pour :
 - Les instruments financiers mesurés à coût amorti
 - Les instruments financiers mesurés à la juste valeur par capitaux propres
 - Pour les engagements de prêts et les contrats de garantie financière
- IFRS 9 a introduit une vision en 3 étapes (appelé Bucket 1, 2 ou 3) qui permet d'anticiper les pertes d'un actif financier au cours du temps.**
Les principaux changements du passage des règles de dépréciation IAS 39 à IFRS 9 sont :
- Le calcul des provisions sur les encours sains.
 - Le « Forward looking » : il s'agit d'intégrer des données prospectives pour apprécier les paramètres de défaut.

- Le suivi et la dégradation du risque de crédit depuis l'origine au niveau de l'autorisation.
 - Un périmètre élargi des actifs financiers entrant dans le champ du calcul de la dépréciation. En effet, les actifs financiers concernés sont les suivants : actifs financiers au coût amorti, actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres, engagements de prêts et garantie financière qui ne sont pas comptabilisés à la valeur de marché, ainsi qu'aux créances résultant des contrats de location financement.
- Dans le cadre de l'IFRS 9, le portefeuille est segmenté en trois Buckets en utilisant la notion de dégradation significative depuis l'origine :
- « **Bucket 1** » est constitué de l'ensemble des actifs financiers sains qui ne sont pas dégradés significativement depuis l'origine et pour lesquels sera calculée une perte de crédit attendue à horizon un an.
 - « **Bucket 2** » regroupe les actifs pour lesquels le risque de crédit a augmenté de manière significative depuis l'origine. Une perte de crédit attendue doit alors être calculée sur la durée de vie restante à courir ou maturité résiduelle.
 - « **Bucket 3** » correspond à l'ensemble des actifs en défaut ou ceux dont la qualité du crédit sera détériorée au point que la recouvrabilité du principal est menacée. Le Bucket 3 correspond au périmètre de la provision individuelle sous IAS 39.
- Le modèle de classification entre Buckets retenu par la BMCI correspond aux guidelines données et validées par le groupe après prise en compte des spécificités locales. Il se base sur les critères de dégradation de la qualité du risque de l'engagement soit en termes de dégradation de rating soit en termes de survenance d'impayés qui perdurent plus de 30 jours.
- Le calcul de la provision en normes IFRS 9 diffère selon qu'il s'agit du Bucket 1 ou Bucket 2 en ce sens qu'il fait intervenir des paramètres de calcul et de mesures de risques spécifiques selon le Bucket. En effet, le calcul des dépréciations est déterminé selon les principes suivants :
- Lors de l'origination de l'autorisation : le calcul de la dépréciation (EL) se fait à horizon d'un an pour les actifs à risque faible, au regard de leur notation favorable.
 - Lors des évaluations ultérieures : toutes les dégradations du rating au-delà des seuils définis par la guidelines sont transférées au Bucket 2 et leur dépréciation est calculée à maturité.
 - Lorsque le risque est avéré, le calcul de la dépréciation revient à celui qui était établi en spécifique en norme IAS 39.
- Ces principes sont résumés dans le schéma ci-dessous :



Pour la FTA (First Time Application), la différence entre les provisions IFRS 9 et IAS 39 sont comptabilisées en capitaux propres sans impact sur le résultat au 01-01-2018. L'impact de l'application de la norme IFRS 9 sur les capitaux propres consolidés du groupe BMCI au premier janvier 2018 s'établit à 589 MMAD.

12- DÉPÔTS DE LA CLIENTÈLE

Les dépôts clientèle sont comptabilisés au coût historique.

13- CONTRAT DE LOCATION

Un contrat de location est un accord par lequel le bailleur cède au preneur pour une période déterminée, le droit d'utilisation d'un actif en échange d'un paiement ou d'une série de paiements. Il y a lieu de distinguer entre :

- Un contrat de location-financement qui est un contrat qui transfère au preneur la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété d'un actif,
- Un contrat de location simple qui est tout contrat de location autre qu'un contrat de location-financement.

Les contrats de location-financement sont des instruments financiers dont le nominal correspond à la valeur du bien acquis ou loué, diminuée ou majorée des commissions versées ou perçues et de tous les autres frais inhérents à l'opération.

- Dans ce cas, le taux d'intérêt effectif (TIE) est le taux d'actualisation qui permet de rendre égales :
- La valeur actualisée des paiements minimaux à recevoir par le bailleur augmentés de la valeur résiduelle non garantie,
 - Et, la valeur d'entrée du bien qui est égale à la juste valeur initiale augmentée des coûts directs initiaux.

Les contrats de leasing accordés par BMCI Leasing sont des contrats de location-financement. Ces contrats ont été retraités au taux d'intérêt effectif (TIE).

14- PROVISIONS DU PASSIF

Une provision doit être comptabilisée au passif lorsqu'une entité a une obligation actuelle (explicite ou implicite) découlant d'un événement passé. Quand il est significatif, l'effet de l'actualisation des flux de trésorerie futurs devant être décaissés pour éteindre l'obligation est obligatoirement comptabilisé quand la sortie des ressources dépasse un an.

15- PASSIFS ÉVENTUELS

Au 30 Juin 2018, le Groupe BMCI n'a pas constaté de passifs éventuels.

16- UTILISATION DES ESTIMATIONS POUR LA PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS

La préparation des états financiers exige des responsables des métiers et des fonctions la formulation d'hypothèses et la réalisation d'estimations pour la détermination des produits et des charges du compte de résultat comme pour l'évaluation des actifs et passifs du bilan et dans l'élaboration des notes relatives aux états financiers.

Les résultats futurs définitifs des opérations pour lesquelles les gestionnaires ont eu recours à des estimations peuvent à l'évidence s'avérer différents de celles-ci et avoir un effet significatif sur les états financiers.

C'est le cas notamment :

- Des dépréciations opérées pour couvrir les risques de crédit inhérents aux activités d'intermédiation bancaire,
- De l'usage de modèles internes pour la valorisation des positions sur instruments financiers qui ne sont pas cotés sur des marchés organisés,
- De l'usage de modèles internes basés sur les flux de récupération passés pour le calcul des provisions pour dépréciation des crédits regroupés par classes homogènes de risques»
- Du calcul de la valeur de marché des instruments financiers non cotés classés en « Actifs disponibles à la vente » ou en « Instruments financiers en juste valeur par résultat » à l'actif ou au passif, et plus généralement du calcul des valeurs de marché des instruments financiers pour lesquels cette information doit être portée dans les notes afférentes aux états financiers,
- Des tests de dépréciation effectués sur les actifs incorporels,
- De l'estimation de la valeur résiduelle des actifs faisant l'objet d'opérations de location-financement ou de location simple et plus généralement des actifs amortis déduction faite de leur valeur résiduelle estimée,
- De la détermination des provisions destinées à couvrir les risques de pertes et charges.

AUTRES INFORMATIONS

PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Le périmètre de consolidation est déterminé sur la base de la nature du contrôle exercé (un contrôle exclusif, un contrôle conjoint ou une influence notable) sur les différentes entités dont le Groupe BMCI détient des participations directes ou indirectes.

Dénomination	Secteur d'activité	Méthode	% Contrôle	% Intérêt
BMCI BANK	Banque	Top	-	-
BMCI Banque Offshore	Banque	IG	100%	100%
BMCI Leasing	Leasing	IG	86, 91%	86, 91%
ARVAL Maroc	Location longue durée	MEE	33,34%	33,34%
BMCI Finance	Banque d'affaire	IG	100%	100%
BMCI Asset Management (EX BMCI Gestion)	Gestion d'actif	IG	100%	100%
BMCI Fonds	Gestion d'actif	IG	100%	100%
BMCI Bourse	Intermédiation boursière	IG	100%	100%
BMCI Assurance	Courtage d'assurance	IG	100%	100%
IMMOBILIERE Sidi Maarouf	Société immobilière	IG	100%	100%



Information sectorielle

Le Groupe BNCI est organisé autour de quatre pôles d'activité principaux :

- Banque de détail ;
- Banque offshore ;
- Financements spécialisés : BNCI Leasing et ARVAL ;
- Banque de Gestion : gestion d'actifs.

Les transactions entre les pôles d'activité sont conclues à des conditions commerciales de marché. Les informations sectorielles sont présentées en tenant compte des prix de transfert négociés entre les différents secteurs en relation au sein du Groupe BNCI.

Les actifs et passifs sectoriels regroupent l'ensemble des éléments composant le bilan du Groupe. Les actifs sectoriels sont directement déterminés à partir des éléments comptables de chaque pôle d'activité. Les passifs sectoriels sont déterminés par le moyen des fonds propres - normalisés par pôle - utilisés pour l'allocation du capital.

Les fonds propres sont alloués par pôles en fonction des risques encourus, sur la base d'un ensemble de conventions principalement fondées sur la consommation en fonds propres résultant des calculs d'actifs pondérés fixés par la réglementation relative à la solvabilité des Établissements de crédit et entreprises d'investissement.

Les résultats par pôles d'activité à fonds propres normalisés sont déterminés en affectant à chacun des pôles le produit des fonds propres qui lui sont ainsi alloués.

Gestion du Capital et Adéquation des Fonds Propres

La nouvelle réglementation sur le calcul des fonds propres selon les normes Bâle III est entrée en vigueur. Ainsi une nouvelle hiérarchie des fonds propres a été instaurée :

- Les fonds propres de base de catégorie 1 (Common Equity Tier 1 - CET1-) ;
- Les fonds propres de catégorie 1 (Tier 1), constitués du CET1 et des fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1) ;
- Les fonds propres de catégorie 2 (Tier 2).

Les fonds propres du Groupe BNCI sont calculés conformément à la circulaire de Bank Al-Maghrib n° 14/G/2013

Ratio de Solvabilité

Dans le cadre de la réglementation prudentielle, le ratio de solvabilité du Groupe BNCI est égal au rapport entre les fonds propres prudentiels globaux et les montants pondérés au titre du risque de crédit, de marché et du risque opérationnel, et ce conformément à la circulaire de Bank Al-Maghrib n° 26/G/2006.

Fonction et stratégie de gestion des risques

Le Groupe BNCI considère la maîtrise des risques auxquels il est exposé comme un corollaire indispensable afin d'assurer la pérennité de ses activités et le développement continu de sa rentabilité.

Aussi, le Groupe BNCI est confronté à une multitude de risques induits par la diversité de ses activités aussi bien au niveau de la banque qu'au niveau de l'ensemble des filiales.

Ainsi, conformément à la réglementation de Bank Al-Maghrib et en s'inspirant des meilleures pratiques internationales (notamment celles de l'actionnaire de référence BNP Paribas), le dispositif de contrôle interne mis en place par le Groupe BNCI répond à la réglementation en vigueur, mais permet aussi de se doter d'un dispositif adéquat en termes de suivi et de maîtrise des risques.

Ce dispositif a plus généralement pour objectif la maîtrise optimale des risques auxquels est exposé le Groupe BNCI. Il doit ainsi être compris comme un outil majeur de pilotage pour l'ensemble des acteurs et un instrument indispensable pour assurer la pérennité du Groupe BNCI. Chaque évolution concernant le dispositif de contrôle interne est validée par le Directoire et par le Conseil de Surveillance.

Dans le cadre de ce dispositif :

- La Banque est organisée en unités responsables de leur système de contrôle interne. Les responsables définissent, en coordination avec les autres entités de la BNCI, leur dispositif de contrôle interne et veillent à son fonctionnement. Ils ont, chacun à son niveau, le devoir d'un contrôle complet et efficace des activités qui sont placées sous leur responsabilité.
- La pratique de délégation est l'un des principes sur lesquels repose le système de contrôle interne. Elle constitue le système de fonctionnement et de décision fondamental de la Banque, en instituant des relais chargés de mettre en œuvre la politique de la Direction Générale. Ces relais doivent s'assurer de l'application stricte de leurs décisions, en contrôlant leurs délégations.

Le dispositif de contrôle interne de la BNCI couvre les familles de risques suivantes :

- Le risque de crédit et de contrepartie ;
- Les risques de marché ;
- Le risque de taux et de liquidité ;
- Les risques opérationnels.

Par ailleurs, une fonction « conformité » a été mise en œuvre dans le cadre du pilier 2 de la réglementation Bâle II. Il s'agit d'une structure indépendante directement rattachée au Directoire, chargée du suivi du risque de non-conformité, lequel est défini comme étant le risque d'exposition à un risque de réputation, de perte financière ou de sanction en raison de l'inobservation des dispositions légales et réglementaires ou des normes et pratiques en vigueur.

1- LE RISQUE DE CRÉDIT OU DE CONTREPARTIE

L'évaluation du risque de crédit résulte de la combinaison de deux paramètres : le risque de défaut de la contrepartie et le risque de perte en cas de défaut de cette contrepartie. Le dispositif de gestion du risque de crédit est fondé sur les deux données suivantes :

- **La Note de Contrepartie**, qui reflète le risque de défaut de la contrepartie : une Note de Contrepartie, et une seule, est ainsi attribuée à chaque client de la BNCI qui bénéficie d'un crédit, quel que soit la nature de la contrepartie.
- **Le Taux de Récupération Global**, qui reflète, pour chaque crédit accordé, la récupération espérée, en cas de défaut de la contrepartie

Ces deux données, utilisées à la BNCI depuis plus de cinq ans, sont fondamentales pour suivre, mesurer et gérer de manière fiable le risque de crédit. Elles constituent, en outre, les éléments essentiels à la mise en place de la réglementation Bâle II en méthode avancée.

Gestion du risque de crédit

La gestion du risque de crédit est appréhendée au niveau de la mise en place des autorisations puis au niveau du suivi et du contrôle des utilisations.

La décision d'octroi ou le renouvellement des crédits obéit au principe du « double regard ». Ainsi, la prise de décision est réalisée conjointement par la ligne de clientèle et la Direction des Risques. Le processus comprend une analyse complète du dossier réalisée par le site qui propose les concours puis une étude contradictoire réalisée par la filière risque avant présentation du dossier à un comité de crédit ad hoc.

Le contrôle des utilisations comprend plusieurs niveaux définis chacun par une procédure interne :
Contrôles de 1^{er} niveau : Ces contrôles sont effectués par les lignes de clientèle et portent sur des Points de Surveillance Fondamentaux (PSF) qui font l'objet de procédures précises. Ainsi, doivent être effectués selon une périodicité et une méthodologie prédéfinie, des contrôles sur six domaines considérés comme sensibles par la Banque : note de contrepartie, garanties reçues et émises, comptes irréguliers, comptes avec incidents et tenue des dossiers engagements.

Contrôles de 2^{ème} niveau : La Direction des Risques intervient dans le dispositif de contrôle interne en assurant un contrôle de 2^{ème} niveau sur le risque de crédit. La Direction des Risques veille au respect des procédures en matière de gestion du risque de crédit, exerce une surveillance rapprochée de l'utilisation des crédits et assure le suivi de l'évolution du profil de risque de la Banque. D'autres contrôles sont effectués à travers la réalisation d'analyses thématiques, de PSF dédiés et de divers comités de suivi des Risques.

Contrôles de 3^{ème} niveau : Le contrôle périodique, réalisé par l'Inspection Générale, assure une revue régulière de l'ensemble du portefeuille. Ainsi tout, les Groupes d'exploitation sont périodiquement audités et la qualité du portefeuille analysée. Toutefois, en cas de détérioration de la qualité du risque, l'Inspection Générale assure une présence plus rapprochée.

Gestion du risque de concentration du crédit

Le risque de concentration du crédit est le risque inhérent à une exposition excessive pouvant engendrer des pertes pour la Banque ; les limites sectorielles sont revues périodiquement.

Une analyse trimestrielle est réalisée sur l'évolution de la concentration des engagements afin de prévenir une trop forte exposition sur un segment donné.

La mesure et la gestion de ce risque permettent d'appréhender la forme et le niveau du risque de concentration du crédit encouru par type d'exposition (contreparties individuelles ; groupes d'intérêt ; contreparties appartenant au même secteur économique ; contreparties appartenant à la même région géographique ; garants) et de mettre en place des limites pour chaque type d'exposition.

Ces limites sont validées et suivies par les instances dirigeantes.

2- RISQUES DE MARCHÉ

Le risque de marché se définit comme la vulnérabilité des positions d'un portefeuille de négociation à la variation des paramètres de marché, de la volatilité de ses paramètres et des corrélations entre ces paramètres autrement dit c'est le niveau de perte pouvant être subi suite au retournement défavorable du marché. Il se subdivise en cinq grandes familles :

- Risque de taux d'intérêt,
- Risque de change,
- Risque sur titre de propriété,
- Risque sur produit de base,
- Risque sur produit dérivé.

L'importance et la complexité relative de ces risques nécessitent la mise en place d'un dispositif de pilotage des risques encourus afin de les maintenir à des niveaux tolérables par rapport aux positions de la Banque et se conformer en même temps aux exigences des normes bâloises.

Principes fondamentaux

Dans l'objectif d'encadrement et de maîtrise des risques de marché, la BNCI a mis en place un dispositif de gestion des risques conforme aux normes Bâloises et aux standards du groupe BNP Paribas. Ce dispositif est basé sur plusieurs principes parmi lesquels :

- Maîtrise et suivi des risques sur les expositions,
- Développement des activités de marché dans le cadre de comités nouveaux produits avec analyse approfondie des risques engendrés par ces activités,
- Respect de la réglementation bancaire en matière de gestion prudentielle des risques,
- Adoption des standards du groupe et des meilleures pratiques en matière de gestion des risques de marché.

La gestion du risque de marché au niveau de la BNCI repose sur des axes fondamentaux, permettant d'assurer un contrôle de qualité et une vision globale du risque sur toutes les activités liées au portefeuille de négociation de la Banque. Ces axes sont de l'ordre de trois :

- **Un contrôle de 1^{er} niveau** assuré par les opérateurs du Front qui sont tenus au respect des normes internes du Groupe en matière de trading et de prise de position sur les marchés et aussi en termes de déontologie,
- **Un contrôle de 2^{ème} niveau** matérialisé par le suivi quotidien assuré par la Direction des Risques de Marchés qui veille au respect du dispositif de risque en matière de limites VaR et volume sur les positions de taux, change et liquidité. Des reportings journaliers retraçant les principaux indicateurs de risque sont adressés aux membres du Directoire de la Banque afin de les tenir informés des niveaux de risques et PnL dégagés par l'activité du trading. En plus d'un suivi fonctionnel par l'entité GRM « Group Risk Management » du Groupe BNP Paribas,
- **Un suivi fonctionnel de 3^{ème} niveau** assuré par l'Audit Interne/Inspection Générale.

Un monitoring du top management est aussi assuré à travers la fixation de limites de trading pour bien suivre et cadrer l'activité :

- **Position de change** : Limite en VaR, en volume et par sens,
- **Position de taux** : Limite en position moyenne par bande d'échéance,
- **Position obligataire** : Limite en VaR et en sensibilité par bande d'échéance,
- **Position sur option** : Limite sur Grecs (Delta - Gamma - Véga).

Ces limites sont revues annuellement, soit à la hausse soit à la baisse, par la Direction Générale avec possibilité de révision tous les six mois ou à la demande.

La VaR (Value at Risk) GEAR

La VaR peut être définie comme étant la perte potentielle maximale que peut subir un portefeuille en cas de mouvements normales des paramètres de marché, sur un horizon de temps et pour un niveau de confiance donné. Le Groupe retient un niveau de confiance de 99% et un horizon de temps d'une journée. Les principales familles de facteurs simulés sont :

- Prix d'actions et leurs volatilités implicites,
- Taux d'intérêts, Titres / Swaps de taux,
- Matières premières,
- Cours de change et leurs volatilités implicites...

Les simulations des facteurs de risque sont calculées en utilisant l'approche Monté Carlo qui capte la non-normalité des paramètres de marché aussi bien que l'interdépendance entre les facteurs de marché.

Gestion du Risque de Change

Le risque de change inhérent à l'activité de trading Book BNCI correspond au risque de variation de juste valeur ou au risque de variation de flux de trésorerie futurs d'un instrument financier suite à l'évolution des cours des devises. Il trouve ses principales sources dans la position de change classique de la Banque et dans les options de change.



Le monitoring de ce risque est fait à travers deux principaux paramètres : Une limite en GEaR « Gross Earning at Risk » (équivalent VaR), des limites en volumes de position de change (Short // Long) et des Limites sur Grecs (Delta – Gamma – Véga) pour les options de change

Risque de Taux et Risque Obligataire

Le risque de taux correspond au risque de variation de la valeur des positions ou au risque de variation des flux de trésorerie futurs d'un instrument financier du fait de l'évolution des taux d'intérêts sur le marché. Il trouve ses principales sources dans les positions de trésorerie et obligataires.

Le risque de taux à la BMCI est géré à travers des limites de positions moyennes par bande d'échéance et une limite globale en équivalent un an (One Year Equivalent) pour la Trésorerie. Une limite en GEaR et des limites de sensibilité par bande d'échéance dites PV01 pour l'activité Trading Obligataire.

Système de contrôle et suivi des limites

Le suivi des Utilisations / Limites est réalisé quotidiennement à travers des reportings adressés au Top Management de la banque ainsi qu'à toutes les entités concernées. Ces reportings comprennent les positions de change, les positions sur titres et les positions de taux par devise. Contrôlés en premier lieu par le Directeur des Risques de Marché, ces reportings sont ensuite transmis au Responsable ALM Trésorerie et Capital Markets à la Direction Générale et à la Direction des Risques.

Le dépassement d'une limite en volume nécessite l'accord préalable du Président du Directoire et de la Direction des Risques. En revanche, le dépassement d'une limite en terme de VaR sur une position individuelle, dû par exemple à la dépréciation d'une devise, est toléré.

Stress Test

En parallèle au dispositif de suivi, des stress tests sur les positions de trésorerie sont réalisés mensuellement depuis 2005. Ils sont effectués selon deux approches :

- Une approche « Mark To Market » qui consiste à calculer l'impact d'un mouvement de taux d'intérêt sur le résultat du portefeuille.
- Une approche « Funding » qui consiste à calculer l'impact, sur le résultat de trésorerie, dû à une crise de liquidité. C'est une approche fondée sur le refinancement O/N du Liquidity Gap.

3- RISQUE DE TAUX ET DE LIQUIDITÉ

La stratégie de gestion du risque global de taux d'intérêt et de liquidité s'articule autour des principaux axes suivants :

- Respecter les ratios réglementaires de liquidité : ratio court terme, ratio de ressources permanentes, réserves Banque Centrale,
- Respecter les ratios de liquidité internes au groupe BNP Paribas (LCR, NSFR),
- Assurer la liquidité de la BMCI à court terme, et gérer le GAP de liquidité à long terme,
- Eviter les déséquilibres extrêmes en gardant à l'esprit la sauvegarde de la solvabilité, de la capacité d'emprunt de la Banque et de son rating,
- Refinancer la banque commerciale au meilleur coût,
- Maîtriser les risques financiers,
- Atténuer la variabilité des résultats,
- Limiter le risque de taux au travers du choix de la maturité du portefeuille de Titres, au travers de la maturité des emprunts et en orientant la politique commerciale par la détermination de Taux de Cession Internes adéquat.

L'ALM suit les risques de taux d'intérêt et de liquidité sur 3 périmètres distincts :

- Les risques de taux d'intérêt et de liquidité structurels liés aux opérations clientèles regroupées dans les livres dénommés Book Commercial,
- Les risques de taux d'intérêt et de liquidité structurels liés au Book Fonds Propres,
- Les risques de taux d'intérêt et de liquidité résultant de la somme des sous composantes précédentes.

L'ALM suit et intègre par ailleurs ces risques au niveau du groupe BMCI, intégrant ainsi les principales filiales de financement.

L'ALM suit ces risques de taux d'intérêt et de liquidité pouvant provenir d'une :

- corrélation partielle ou nulle entre les conditions de rémunération clientèle et les conditions de marché (taux réglementés, taux de base...),
- incertitude sur la durée des opérations clientèle (dépôts à vue, comptes d'épargne...),
- existence d'options comportementales sur des produits clientèle longs à taux fixe ou assimilés (remboursements anticipés sur les crédits immobiliers...).

Ces analyses reposent sur l'élaboration des échéanciers reflétant les flux relatifs à une opération à la date de révision de son taux. Si cette dernière opération est à taux fixe, les flux sont positionnés à leur date d'échéance.

Pour les opérations ne disposant pas d'échéances contractuelles (ex : dépôts à vue, fonds propres...), elles sont « écoulées » selon des conventions d'échéancement induites des résultats des études statistiques réalisées sur ces postes.

Des limites d'impasse de taux (ressources taux fixe - emplois taux fixe) et de liquidité sont définies par bande d'échéance pour chaque book.

Des analyses de sensibilité sont également effectuées afin de mesurer la stabilité du PNB (produit net bancaire) par rapport à un choc de taux de 100 à 200 bp.

Par ailleurs, les impasses de liquidité à un an sont également encadrées par une limite fixée en interne. Un plan de gestion de crise selon plusieurs scénarios est établi afin de prévenir tout risque d'illiquidité. Ce plan est déclenché, soit par des indicateurs internes propres à la banque (liés à son niveau de liquidité et son accès au marché), soit par des indicateurs externes provenant de conditions de marché, des interventions des autorités monétaires (office des changes et BAM), des évolutions effectives ou probables de la loi ainsi que des anticipations sur les conditions de liquidité et de financement de la banque et de ses concurrents.

Périodiquement, un comité ALCO regroupant les membres du Directoire se tient afin de contrôler :

- le niveau d'exposition du groupe en termes de risque de taux et de liquidité
- le respect des limites mises en place pour encadrer ces risques
- la réorientation de la stratégie de la Banque en matière de gestion du bilan en fonction de son profil de risque ainsi que de l'évolution du marché.
- le respect des exigences réglementaires dans le cadre des recommandations du pilier II de Bâle II.

4- RISQUES OPÉRATIONNELS

Bank Al-Maghrib définit le risque opérationnel comme étant « un risque de pertes résultant de carences ou de défaillances attribuables à des procédures, personnels et systèmes internes ou à des événements extérieurs ». Cette définition inclut le risque juridique, mais exclut les risques stratégiques et de réputation.

Bénéficiaire, depuis plusieurs années, des meilleures pratiques de l'actionnaire de référence le Groupe BNP Paribas, le dispositif de gestion des risques opérationnels du Groupe BMCI a atteint aujourd'hui un niveau de maturité significatif.

Les choix et orientations adoptés par le Groupe BMCI depuis l'exercice 2004 pour la gestion des risques opérationnels répondent aux circulaires et directives de Bank Al-Maghrib en la matière.

APPLICATION DE LA RÉGLEMENTATION BÂLE II

Le dispositif Bâle II est entré en vigueur au Maroc en janvier 2007 pour les approches standards de calcul des exigences en fonds propres au titre des risques de crédit, de marché et opérationnels.

Dès la publication de ces textes par le régulateur, la banque a engagé un large chantier induisant la mobilisation significative des équipes et ce afin d'être conforme à la réglementation Bâle II sur les méthodes standard. Ces travaux ont amené à la mise en place d'un dispositif de calcul du ratio de solvabilité en méthode standard. Il permet d'aboutir aux exigences réglementaires au titre du risque de crédit, de marché et opérationnel.

Le régulateur a édicté les textes relatifs au pilier II « Dispositif de surveillance des risques et l'adéquation des fonds propres internes » ainsi que le Pilier III « Dispositif sur la discipline de marché ». Par ailleurs, l'analyse des textes réglementaires relatifs au Pilier II a permis à la BMCI de structurer des chantiers complémentaires avec pour objectif l'alignement à la réglementation et l'adoption des meilleures pratiques en matière de gestion des risques.

Courant l'année 2013, la BMCI a mis en place un dispositif de maîtrise du risque portant sur le périmètre de la clientèle des particuliers et professionnels en déployant la notation Retail automatisée ; la particularité NEGCOM et le déclassement en défaut automatique.

La notation automatique Retail/Déclassement concerne tous les clients particuliers et professionnels et se base sur les caractéristiques intrinsèques ainsi que sur l'historique de leur relation avec la BMCI (flux confiés, solde, ancienneté de la relation, irrégularités...etc.). La note de contrepartie est mise à jour chaque huitième jour du mois de via un traitement automatique. Il s'agit donc de mesurer à partir d'une approche multicritère standard et systématique le niveau de risque d'un client.

La notation automatique est opérationnelle depuis le 08/10/2013.

5- ORGANISATION ET GESTION DES RISQUES

Risque de crédit

La BMCI a mis en place en conformité avec les directives de Bank Al-Maghrib relatives au Pilier II de Bâle II, un dispositif de mesure, de maîtrise et de surveillance des risques adapté à la nature, au volume et au degré de complexité de ses activités. Ce dispositif qui transpose par ailleurs les normes du Groupe BNP Paribas, lui permet notamment :

- d'évaluer et de maîtriser l'ensemble des risques auxquels elle est exposée ;
- de maintenir l'exposition aux différents risques dans les limites globales arrêtées par la réglementation en vigueur et / ou fixées par le Directoire et approuvées par le Conseil de Surveillance.
- d'évaluer et conserver en permanence les niveaux et les catégories des fonds propres ainsi que leur allocation compte tenu de la nature et du niveau des risques auxquels la BMCI pourrait être exposée.

Risques de marché

Dans le cadre des dispositions Bâle 2 en matière de fonds propres et de répartition des risques, la BMCI applique la méthode standard pour le calcul des exigences en fonds propres au titre des risques de marché.

L'effet de l'exigence en fonds propres au titre des risques de marché n'est pas important puisqu'elle ne représente que 1% du total des exigences de tous les risques.

Risques opérationnels

Depuis plusieurs années, la BMCI a mis en place un dispositif en vue de se conformer aux exigences Bâle 2.

La gouvernance de la gestion des risques opérationnels pour le Groupe BMCI s'appuie sur :

- Des comités réguliers où l'État Major de la Banque traite des sujets de risques opérationnels et exploite les informations pour une meilleure maîtrise de ces risques (Comité de Coordination du Contrôle Interne, Comité de la Conformité, Comité d'Audit),
- Une structure dédiée à la gestion du Risque Opérationnel créée en 2004, et rattachée à la Direction de la Conformité depuis avril 2008,
- Une politique générale de gestion du Risque Opérationnel approuvée par le Conseil de Surveillance de la Banque et un référentiel de procédures complet et mis à jour,
- Un outil de gestion du risque opérationnel dédié, commun à l'ensemble des filiales du Groupe BNP Paribas, avec une historisation des incidents historiques et des incidents potentiels de risque opérationnel.

Le Groupe BMCI a mis en place un système d'identification et d'évaluation des risques opérationnels, basé sur :

- L'élaboration de cartographies des processus et des risques couvrant l'ensemble des activités du Groupe BMCI,
- Un dispositif de collecte des incidents historiques de risques opérationnels impliquant l'ensemble des entités opérationnelles, complété par un processus d'attestation périodique de la fiabilité et de l'exhaustivité des données,
- L'identification et l'analyse qualitative et quantitative des incidents potentiels de risques opérationnels. Cette démarche permet de mettre à la disposition du management de la Banque et des entités opérationnelles une quantification des risques majeurs, pour un pilotage optimal des expositions en termes de risques opérationnels.

Par ailleurs, la maîtrise et l'atténuation des risques opérationnels s'opère notamment à travers :

- la maîtrise des risques extrêmes basée sur le dispositif de continuité d'activité qui a atteint un niveau de maturité global satisfaisant,
- des actions préventives et correctives mises en place suite aux incidents historiques significatifs constatés. A ce titre, le dispositif de contrôle permanent a atteint un niveau de maturité certain avec une couverture optimale du périmètre par la Direction du Contrôle Permanent Groupe, l'utilisation d'outils ayant permis l'industrialisation des contrôles et l'amélioration de leur qualité et la mise en place d'actions préventives et correctives permettant de couvrir les risques majeurs,
- un processus de validation des produits, activités et organisations nouvelles (PAON) et des Transactions Exceptionnelles, mettant en exergue les risques associés et les conditions de mise en œuvre ainsi que les règles de contrôle appropriées,
- un dispositif de maîtrise des activités externalisées essentielles,
- des actions de sensibilisation sur les sujets de Risque Opérationnel menées auprès des entités opérationnelles.



BILAN ACTIF IFRS

	En milliers de DH		
	30/06/2018 (IFRS9)	01/01/2018 (IFRS9)	31/12/2017 (IAS39)
Valeurs en caisse, Banques Centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	2 144 866	1 955 602	1 958 890
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	698 386	622 595	471 730
Actifs financiers détenus à des fins de transactions	499 746	471 730	
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	198 640	150 865	
Instruments dérivés de couverture			
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	4 537 274	5 000 336	
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	4 537 274	5 000 336	
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables			
Actifs financiers disponibles à la vente			8 422 412
Titres au coût amorti	3 227 825	3 327 028	
Prêts et créances sur les Établissements de crédit et assimilés, au coût amorti	1 534 053	2 234 001	2 238 985
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	51 746 859	48 765 908	49 610 976
Écart de réévaluation actif des portefeuilles couverts en taux			
Placements des activités d'assurance			
Actifs d'impôt exigible	2 127	11 961	11 961
Actifs d'impôt différé	96 880	81 609	86 553
Comptes de régularisation et autres actifs	983 608	786 940	786 940
Actifs non courants destinés à être cédés			
Participations dans des entreprises mises en équivalence	17 262	20 717	20 717
Immeubles de placement	24 423	24 974	24 974
Immobilisations corporelles	1 594 595	1 641 223	1 641 223
Immobilisations incorporelles	340 475	359 089	359 089
Écarts d'acquisition	87 720	87 720	87 720
TOTAL ACTIF IFRS	67 036 355	64 919 704	65 722 171

COMPTE DE RÉSULTAT IFRS CONSOLIDÉ

	En milliers de DH	
	30/06/2018 (IFRS9)	30/06/2017 (IAS39)
Intérêts et produits assimilés	1 517 398	1 490 858
Intérêts et charges assimilés	337 515	289 298
MARGE D'INTÉRÊT	1 179 883	1 201 560
Commissions perçues	276 367	275 172
Commissions servies	38 330	35 048
MARGE SUR COMMISSIONS	238 037	240 124
Gains ou pertes nets résultant des couvertures de position nette		
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente		23 136
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	124 669	92 310
Gains ou pertes nets sur actifs/passifs de transaction	129 147	92 310
Gains ou pertes nets sur autres actifs/passifs à la juste valeur par résultat	-4 478	
Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	12 906	
Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	12 906	
Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (dividendes)		
Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti		
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers au coût amorti en actifs financiers à la juste valeur par résultat		
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres en actifs financiers à la juste valeur par résultat		
Produits nets des activités d'assurance		
Produits des autres activités	33 262	28 042
Charges des autres activités	56 229	53 486
PRODUIT NET BANCAIRE	1 532 527	1 531 687
Charges générales d'exploitation	706 455	701 235
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	90 954	89 854
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION	735 119	740 597
Coût du risque	199 912	197 724
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	535 207	542 874
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	6 690	8 071
Gains ou pertes nets sur autres actifs	-10 145	-24 575
Variations de valeurs des écarts d'acquisition		
RÉSULTAT AVANT IMPÔTS	531 752	526 370
Impôts sur les bénéfices	184 358	177 520
RÉSULTAT NET	347 394	348 850
Résultat hors groupe	2 816	754
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	344 578	348 096
Résultat par action (en dirham)	26	26
Résultat dilué par action (en dirham)		

BILAN PASSIF IFRS

	En milliers de DH		
	30/06/2018 (IFRS9)	01/01/2018 (IFRS9)	31/12/2017 (IAS39)
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux			
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	32 309	14 388	14 388
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	32 309	14 388	
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option			
Instruments dérivés de couverture			
Dettes envers les Établissements de crédit et assimilés	5 062 798	3 845 467	3 845 467
Dettes envers la clientèle	42 854 039	43 394 144	43 394 144
Titres de créance émis	6 653 903	6 323 259	6 323 259
Écart de réévaluation passif des portefeuilles couverts en taux			
Passifs d'impôt courant	60 472	43 435	43 435
Passifs d'impôt différé	115 463	88 819	439 940
Comptes de régularisation et autres passifs	3 979 316	2 021 907	2 021 907
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés			
Provisions techniques des contrats d'assurance			
Provisions pour risques et charges	444 619	437 929	299 838
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie			
Dettes subordonnées	773 855	754 685	754 685
Capital et réserves liées	6 541 881	4 641 881	4 641 881
Réserves consolidées	136 657	2 778 680	3 352 392
Part du groupe	112 501	2 753 308	3 320 835
Part des minoritaires	24 157	25 372	31 557
Gains ou pertes latents ou différés, part du groupe	33 649	29 267	44 992
Résultat net de l'exercice	347 394	545 841	545 841
Part du groupe	344 578	547 056	547 056
Part des minoritaires	2 816	-1 215	-1 215
TOTAL PASSIF IFRS	67 036 355	64 919 704	65 722 171
Capitaux propres	7 059 582	7 995 670	8 585 107
Part du groupe	7 032 610	7 971 513	8 554 765
Part des intérêts minoritaires	26 972	24 157	30 342

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

	En milliers de DH	
	30/06/2018 (IFRS9)	30/06/2017 (IAS39)
RÉSULTAT AVANT IMPÔTS	531 752	526 370
+/- Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	90 954	89 854
+/- Dotations nettes pour dépréciation des écarts d'acquisition et des autres immobilisations	-	-
+/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs financiers	199 912	197 724
+/- Dotations nettes aux provisions	6 690	-203 432
+/- Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	6 690	8 071
+/- Perte nette/(gain net) des activités d'investissement		
+/- Perte nette/(gain net) des activités de financement		
+/- Autres mouvements	-20 578	14 722
TOTAL DES ÉLÉMENTS NON MONÉTAIRES INCLUS DANS LE RÉSULTAT NET AVANT IMPÔTS ET DES AUTRES AJUSTEMENTS	283 667	106 939
+/- Flux liés aux opérations avec les Établissements de crédit et assimilés	2 760 072	1 837 304
+/- Flux liés aux opérations avec la clientèle	-3 720 346	-990 058
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	841 994	-1 390 664
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	1 760 743	167 749
- Impôts versés	-148 689	-99 428
DIMINUTION/(AUGMENTATION) NETTE DES ACTIFS ET DES PASSIFS PROVENANT DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	1 493 774	-475 097
FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ OPÉRATIONNELLE	2 309 193	158 212
+/- Flux liés aux actifs financiers et aux participations	-3 235	531
+/- Flux liés aux immeubles de placement	551	2 096
+/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	-25 711	-33 149
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT	-28 395	-30 522
+/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	-1 288 091	-667 315
+/- Autres flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	19 170	19 541
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT	-1 268 921	-647 774
EFFET DE LA VARIATION DES TAUX DE CHANGE SUR LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENT DE TRÉSORERIE		
AUGMENTATION/(DIMINUTION) NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	1 011 877	-520 084
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À L'OUVERTURE	932 123	1 574 611
Caisse, Banques centrales, CCP (actif & passif)	1 955 602	2 004 800
Comptes (actif & passif) et prêts/emprunts à vue auprès des Établissements de crédit	-1 023 479	-430 189
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA CLÔTURE	1 944 000	1 054 527
Caisse, Banques centrales, CCP (actif & passif)	2 144 866	980 508
Comptes (actif & passif) et prêts/emprunts à vue auprès des Établissements de crédit	-200 866	74 019
VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE	1 011 877	-520 084



TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

	En milliers de DH							
	Capital	Réserves liées au capital	Actions propres	Réserves et résultats consolidés	Gains ou pertes latents ou différés	Capitaux propres part Groupe	Intérêts minoritaires	Total
CAPITAUX PROPRES CLÔTURE AU 31 DÉCEMBRE 2016	1 327 928	3 313 953	-	3 935 913	80 723	8 658 517	34 908	8 693 426
Changements de méthodes comptables								
CAPITAUX PROPRES CLÔTURE AU 31 DÉCEMBRE 2016 CORRIGÉS	1 327 928	3 313 953	-	3 935 913	80 723	8 658 517	34 908	8 693 426
Opérations sur capital								
Paielements fondés sur des actions								
Opérations sur actions propres								
Dividendes				-663 964		-663 964	-3 351	-667 315
Autres				50 274		50 274		50 274
RÉSULTAT AU 31 DÉCEMBRE 2017				547 056		547 056	-1 215	545 841
Immobilisations corporelles et incorporelles : Réévaluations et cessions (D)								
Instruments financiers : variations de juste valeur et transferts en résultat (E)					-35 731	-35 731		-35 731
Écarts de conversion : variations et transferts en résultat (F)				-1 387		-1 387		-1 387
GAINS OU PERTES LATENTS OU DIFFÉRÉS (D)+(E)+(F)				-1 387	-35 731	-37 118		-37 118
Variations de périmètre								
CAPITAUX PROPRES CLÔTURE AU 31 DÉCEMBRE 2017	1 327 928	3 313 953	-	3 867 892	44 992	8 554 765	30 342	8 585 107
Reclassement depuis Actifs disponibles à la vente vers Juste valeur par résultat				-591 669		-591 669	-6 185	-597 854
Élimination des Réévaluations sur titres AFS reclassés en Titres au coût amorti					8 417	8 417		8 417
Reclassement depuis Actifs disponibles à la vente vers Juste valeur par résultat				24 142	-24 142			
CAPITAUX PROPRES D'OUVERTURE AU 01 JANVIER 2018	1 327 928	3 313 953	-	3 300 366	29 267	7 971 514	24 157	7 995 670
Opérations sur capital								
Paielements fondés sur des actions								
Opérations sur actions propres								
Dividendes				-1 288 091		-1 288 091	0	-1 288 091
Autres		1 900 000		-1 900 522		-522		-522
RÉSULTAT AU 30 JUIN 2018				344 578		344 578	2 816	347 394
Immobilisations corporelles et incorporelles : Réévaluations et cessions (D)								
Instruments financiers : variations de juste valeur et transferts en résultat (E)					4 382	4 382		4 382
Écarts de conversion : variations et transferts en résultat (F)				749		749		749
GAINS OU PERTES LATENTS OU DIFFÉRÉS (D)+(E)+(F)				749	4 382	5 131		5 131
Variations de périmètre								
CAPITAUX PROPRES CLÔTURE AU 30 JUIN 2018	1 327 928	5 213 953	-	457 079	33 649	7 032 610	26 972	7 059 582

ÉTAT DU RÉSULTAT NET ET DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

	En milliers de DH
	31/12/2017
RÉSULTAT NET	545 841
Écart de conversion	
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente	44 406
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	
Réévaluation des immobilisations	
Écarts actuariels sur les régimes à prestations définies	585
Quote part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	
TOTAL DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	44 992
RÉSULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	590 833
Part du Groupe	592 048
Part des minoritaires	-1 215

RÉSULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

	En milliers de DH
	30/06/2018
RÉSULTAT NET	347 394
Éléments recyclables en résultat net :	
Écarts de conversion	
Réévaluation des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	49 377
Réévaluation des instruments dérivés de couverture d'éléments recyclables	
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises mises en équivalence	
Autres éléments comptabilisés par capitaux propres et recyclables	
Impôts liés	18 430
Éléments non recyclables en résultat net :	
Réévaluation des immobilisations	
Réévaluation (ou écarts actuariels) au titre des régimes à prestations définies	3 700
Réévaluation du risque de crédit propre des passifs financiers ayant fait l'objet d'une option de comptabilisation à la juste valeur par résultat	
Réévaluation des instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres	
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entreprises mises en équivalence non recyclables	
Autres éléments comptabilisés par capitaux propres non recyclables	
Impôts liés	998
TOTAL DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	33 649
RÉSULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	381 043
Dont part du Groupe (ou des propriétaires de la société mère)	378 227
Dont part des intérêts minoritaires (ou participations ne donnant pas le contrôle)	2 816

INSTRUMENTS DE DETTES COMPTABILISÉS À LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES RECYCLABLES

	En milliers de DH
	30/06/2018
Titres évalués à la juste valeur	4 537 274
Effets publics et valeurs assimilés	4 445 871
Obligations et autres titres à revenu fixe	91 404
→ Titres cotés	-
→ Titres non cotés	91 404
Actions et autres titres à revenu variable	0
→ Titres cotés	-
→ Titres non cotés	0
Titres de participations non consolidés	0
TOTAL DES INSTRUMENTS DE DETTES COMPTABILISÉS À LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES RECYCLABLES	4 537 274

INSTRUMENTS DE DETTES COMPTABILISÉS À LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES RECYCLABLES

	En milliers de DH		
	Valeur au Bilan	30/06/2018 Gains latents	Pertes latentes
Effets publics et valeurs assimilées	4 385 054	51 614	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	88 973	49	2 286
Actions et autres titres à revenu variable	0	-0	-
Titres de participation non consolidés	-0	0	-
Créances disponibles à la vente	-	-	-
Créances rattachées	63 247	-	-
VALEUR AU BILAN DES INSTRUMENTS DE DETTES COMPTABILISÉS À LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES RECYCLABLES	4 537 274	51 663	2 286
Total gains et pertes latents	-	51 663	2 286
Impôts différés	-	19 115	686
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux Propres recyclables	-	32 548	1 600
GAINS ET PERTES LATENTS INSTRUMENTS DE DETTES COMPTABILISÉS À LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES RECYCLABLES		32 548	1 600

RÉPARTITION DES INSTRUMENTS FINANCIERS PAR NATURE DE PRIX DE MARCHÉ OU DE MODÈLE UTILISÉ POUR LA VALORISATION

	30/06/2018			01/01/2018				
	Prix de marché	Modèle avec paramètres observables	Modèle avec paramètres non observables	Total	Prix de marché	Modèle avec paramètres observables	Modèle avec paramètres non observables	Total
ACTIF FINANCIERS								
Instruments Financiers en valeur de marché par résultat détenus à des fins de transaction	698 386			698 386	622 595			622 595
Instruments Financiers en valeur de marché par résultat sur option								
PASSIF FINANCIERS								
Instruments Financiers en valeur de marché par résultat détenus à des fins de transaction	32 309			32 309	14 388			14 388
Instruments Financiers en valeur de marché par résultat sur option								

IMMEUBLES DE PLACEMENT

	En milliers de DH						
	31/12/2017	Variation périmètre	Acquisitions	Cessions et échéances	Écart de conversion	Autres mouvements	30/06/2018
Valeur brute	36 960		136				37 096
Amortissements et provisions	11 986					687	12 673
VALEUR NETTE AU BILAN	24 974		136			-687	24 423



IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

	31/12/2017			30/06/2018		
	Valeur brute	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette	Valeur brute	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette
Terrains et constructions	1 831 529	511 429	1 320 100	1 832 969	536 708	1 296 261
Equip. Mobilier, installation	515 150	405 222	109 928	519 223	420 820	98 403
Biens mobiliers donnés en location						
Autres immobilisations	732 326	521 131	211 195	741 750	541 819	199 931
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	3 079 005	1 437 782	1 641 223	3 093 942	1 499 347	1 594 595
Logiciels informatiques acquis	609 697	394 532	215 165	618 514	421 963	196 551
Logiciels informatiques produits par l'entreprise						
Autres immobilisations incorporelles	146 592	2 668	143 924	146 592	2 668	143 924
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	756 289	397 200	359 089	765 106	424 631	340 475

ÉCARTS D'ACQUISITIONS

	31/12/2017	Variation périmètre	Écart de conversion	Autres mouvements	30/06/2018
Valeur brute	87 720				87 720
Cumul des pertes de valeurs					
VALEUR NETTE AU BILAN	87 720				87 720

PRÊTS ET CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ASSIMILÉS AU COÛT AMORTI

	En milliers de DH	
	30/06/2018	01/01/2018
ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDITS	1 534 053	2 234 001
Comptes et prêts	479 024	1 382 701
Valeurs reçues en pension	-	-
Prêts subordonnés	-	-
Autres prêts et créances	1 058 472	848 294
TOTAL EN PRINCIPAL	1 537 496	2 230 995
Créances rattachées	2 091	7 990
Provisions	5 533	4 984
VALEUR NETTE	1 534 053	2 234 001
OPÉRATIONS INTERNES AU GROUPE	5 280 331	4 803 768
Comptes à vue	1 826 986	1 477 850
Comptes et avances à terme	3 425 512	3 301 068
Prêts subordonnés	-	-
Créances rattachées	27 833	24 850

PRÊTS ET CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE AU COÛT AMORTI

	En milliers de DH	
	30/06/2018	01/01/2018
OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE	46 671 682	44 110 722
Créances commerciales	7 508 755	6 690 928
Autres concours à la clientèle	40 934 789	38 294 761
Valeurs reçues en pension	248 168	270 747
Comptes ordinaires débiteurs	3 588 250	4 236 699
TOTAL EN PRINCIPAL	52 279 962	49 693 135
Créances rattachées	149 553	153 930
Provisions	5 757 833	5 736 342
VALEUR NETTE	46 671 682	44 110 722
OPÉRATIONS DE CRÉDIT BAIL	5 075 177	4 655 185
Crédit-bail immobilier	786 391	1 165 200
Crédit-bail mobilier, LOA et opérations assimilées	4 128 216	3 358 264
TOTAL EN PRINCIPAL	4 914 607	4 523 464
Créances rattachées	626 798	580 562
Provisions	466 228	448 841
VALEUR NETTE	5 075 177	4 655 185
TOTAL	51 746 859	48 765 907

DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

	En milliers de DH	
	30/06/2018	01/01/2018
ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDITS	5 062 798	3 845 467
Comptes et emprunts	4 471 277	3 783 369
Valeurs données en pension	580 145	51 060
TOTAL EN PRINCIPAL	5 051 422	3 834 429
Dettes rattachées	11 376	11 038
VALEUR AU BILAN	5 062 798	3 845 467
OPÉRATIONS INTERNES AU GROUPE	5 347 981	4 847 732
Comptes ordinaires créditeurs	1 806 493	1 433 588
Comptes et avances à terme	3 513 754	3 389 348
Dettes rattachées	27 734	24 796

DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE

	En milliers de DH	
	30/06/2018	01/01/2018
Comptes ordinaires créditeurs	29 363 060	29 533 119
Comptes d'épargne	8 023 503	8 124 450
Autres dettes envers la clientèle	5 375 038	5 702 322
Valeurs données en pension	50 676	3 457
TOTAL EN PRINCIPAL	42 812 277	43 363 348
Dettes rattachées	41 762	30 796
VALEUR AU BILAN	42 854 039	43 394 144

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

	Solde au 01/01/2018	Variation de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres Variations	Solde au 30/06/2018
Provision pour risques d'exécution des engagements par signature	161 155		28 485				189 640
Provision pour engagements sociaux	89 339		9 257	3 821		-3 211	91 564
Provision pour litige et garanties de passif	52 927			7 843			45 084
Provision pour risques fiscaux							
Provision pour impôts							
Autres provisions pour risques et charges	134 508		19 065	29 119		-6 123	118 331
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	437 929		56 807	40 783		-9 334	444 619

MARGE D'INTÉRÊT

	30/06/2018			30/06/2017		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE	1 343 236	198 008	1 145 229	1 343 778	176 365	1 167 413
Comptes et prêts / emprunts	1 182 519	139 057	1 043 463	1 195 736	134 024	1 061 712
Opérations de pensions	862	3 416	-2 554	242	12 753	-12 511
Opérations de location-financement	159 855	55 535	104 320	147 800	29 588	118 212
OPÉRATIONS INTERBANCAIRES	51 739	45 022	6 717	28 271	48 346	-20 075
Comptes et prêts / emprunts	51 739	32 405	19 334	28 134	33 540	-5 406
Opérations de pensions		12 617	-12 617	137	14 806	-14 669
EMPRUNTS ÉMIS PAR LE GROUPE		94 485	-94 485		64 587	-64 587
OPÉRATIONS SUR TITRES	122 422		122 422	118 809		118 809
TOTAL DES PRODUITS ET CHARGES D'INTÉRÊTS OU ASSIMILÉS	1 517 398	337 515	1 179 883	1 490 858	289 298	1 201 560

COMMISSIONS NETTES

	30/06/2018			30/06/2017		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
COMMISSIONS NETTES SUR OPÉRATIONS	58 904	37 261	21 643	58 590	35 026	23 564
☞ Avec les Établissements de crédit	-	-	-	-	5	-5
☞ Avec la clientèle	43 958	37 070	6 888	46 217	34 925	11 292
☞ Sur titres	11 712	191	11 521	10 115	96	10 019
☞ De change	2 715	-	2 715	2 062	-	2 062
☞ Sur instruments financiers à terme et autres opérations hors bilan	519	-	519	196	-	196
PRESTATION DE SERVICES BANCAIRES ET FINANCIERS	217 463	1 069	216 394	216 582	22	216 560
Produits nets de gestion d'OPCVM	21 912	1 069	20 843	24 774	22	24 752
Produits nets sur moyen de paiement	71 680	-	71 680	67 578	-	67 578
Assurance	39 657	-	39 657	38 439	-	38 439
Autres	84 214	-	84 214	85 791	-	85 791
PRODUITS NETS DE COMMISSIONS	276 367	38 330	238 037	275 172	35 048	240 124



ACTIFS FINANCIERS : RÉPARTITION DES DÉPRÉCIATIONS PAR BUCKETS SOUS IFRS 9

	01/01/2018			30/06/2018		
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service	3 288					
ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES						
Prêts et créances sur les Établissements de crédit						
Prêts et créances sur la clientèle						
Titres de dettes						
ACTIFS FINANCIERS AU COÛT AMORTI						
Prêts et créances sur les Établissements de crédit	4 984			5 534		
Prêts et créances sur la clientèle	445 218	830 950	4 909 015	339 402	928 438	4 956 221
Titres de dettes	15 843			8 422		
TOTAL	469 333	830 950	4 909 015	353 358	928 438	4 956 221

ENGAGEMENTS HORS BILAN : RÉPARTITION PAR BUCKETS SOUS IFRS 9

	01/01/2018			30/06/2018		
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3
TOTAL	86 773	51 317	23 062	90 270	76 310	23 062

COÛT DU RISQUE

	En milliers de DH	
	30/06/2018	30/06/2017
DOTATIONS AUX PROVISIONS	-414 543	-393 902
Provisions pour dépréciation des prêts et créances	-414 490	-384 514
Provisions pour dépréciation des titres détenus jusqu'à l'échéance (hors risque de taux)		
Provisions engagements par signature		
Autres provisions pour risques et charges	-53	-9 388
REPRISES DE PROVISIONS	356 599	372 488
Reprises de provisions pour dépréciation des prêts et créances	356 410	330 034
Reprises de provisions pour dépréciation des titres détenus jusqu'à l'échéance (hors risque de taux)		
Reprises de provisions engagements par signature		33 870
Reprise des autres provisions pour risques et charges	189	8 584
VARIATION DES PROVISIONS	-141 968	-176 309
Pertes pour risque de contrepartie des actifs financiers disponibles à la vente (titres à revenus fixes)		
Pertes pour risque de contrepartie des actifs détenus jusqu'à l'échéance		
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non provisionnées	-2 579	-11 771
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables provisionnées	-147 864	-167 183
Décote sur les crédits restructurés		
Récupérations sur prêts et créances amorties	8 476	2 644
Pertes sur engagement par signature		
Autres pertes		
COÛT DU RISQUE	-199 912	-197 724

RELATION ENTRE LES SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES DU GROUPE AU 30/06/2018

Entreprises consolidées par :	En milliers de DH		
	Intégration proportionnelle	Mise en équivalence	Intégration globale
ACTIF			
PRÊTS, AVANCES ET TITRES		3 341	5 366 975
Comptes ordinaires		3 341	64 421
Prêts			5 302 554
Titres			
Opération de location financement			
ACTIF DIVERS			56 793
TOTAL			5 423 768
PASSIF			
DÉPÔTS		725 000	74 421
Comptes ordinaires			64 421
Autres emprunts		725 000	10 000
DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE			
PASSIF DIVERS			5 349 347
TOTAL		725 000	5 423 768
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE			
ENGAGEMENTS DONNÉS			5 099 168
ENGAGEMENTS REÇUS			5 099 168

ÉLÉMENTS DE RÉSULTAT RELATIFS AUX OPÉRATIONS RÉALISÉES AVEC LES PARTIES LIÉES AU 30/06/2018

Entreprises consolidées par :	En milliers de DH		
	Intégration proportionnelle	Mise en équivalence	Intégration globale
INTÉRÊTS ET PRODUITS ASSIMILÉS			79 084
INTÉRÊTS ET CHARGES ASSIMILÉES			79 084
COMMISSIONS (PRODUITS)		13 485	18 683
COMMISSIONS (CHARGES)			7 857
PRESTATIONS DE SERVICES DONNÉES			
PRESTATIONS DE SERVICES REÇUES		992	13 854
LOYERS REÇUS		1 140	2 644

INFORMATION PAR PÔLE D'ACTIVITÉ - BILAN AU 30/06/2018

	En milliers de DH					
	Banque de détail	Sociétés de financement spécialisées	Banque offshore	Société de gestion d'actifs	Autres	Total
TOTAL BILAN	57 330 492	3 895 237	5 545 883	36 754	227 989	67 036 355
dont						
ÉLÉMENTS D'ACTIF						
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	602 156			31 239	64 992	698 386
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	4 537 075		0	122	77	4 537 274
Prêts et créances sur les Établissements de crédit et assimilés, au coût amorti	1 460 281	1 457	72 315			1 534 053
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	42 445 907	3 838 140	5 441 514	5 013	16 285	51 746 859
Immobilisations corporelles	1 498 101	157	6 619	540	89 178	1 594 595
ÉLÉMENTS DU PASSIF						
Dettes envers les Établissements de crédit et assimilés	2 055 571	30	3 007 197			5 062 798
Dettes envers la clientèle	42 024 339	2 154	827 546			42 854 039
Provisions techniques des contrats d'assurance						
Dettes subordonnées	773 855					773 855
Capitaux propres	6 911 634	152 701	-5 173	9 517	-9 097	7 059 582

RÉSULTAT PAR SECTEUR OPÉRATIONNEL - COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES AU 30/06/2018

	En milliers de DH						
	Banque de détail	Sociétés de financement spécialisées	Banque offshore	Société de gestion d'actifs	Autres	Éliminations	Total
MARGE D'INTÉRÊT	1 063 799	77 072	33 006		-2 320	8 326	1 179 883
MARGE SUR COMMISSIONS	203 395	-33	6 211	12 783	26 506	-10 825	238 037
PRODUIT NET BANCAIRE	1 442 001	91 541	38 966	13 051	30 688	-83 720	1 532 527
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	681 597	19 913	3 486	7 197	8 037	-13 775	706 455
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	489 420	53 068	34 575	4 656	19 287	-65 799	535 207
RÉSULTAT NET	332 764	47 438	21 766	3 138	12 484	-70 197	347 394
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	332 733	44 654	21 766	3 138	12 484	-70 197	344 578



ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT

	30/06/2018		01/01/2018	
	Actifs financiers détenus à des fins de transaction	Actifs financiers à la JV par résultat sur option	Actifs financiers détenus à des fins de transaction	Actifs financiers à la JV par résultat sur option
Créances sur les Établissements de crédit				
Créances sur la clientèle				
Actifs représentatifs de contrats en unités de comptes				
Valeur recus en pension				
Effets publics et valeurs assimilées				
OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES À REVENU FIXE	487 433		457 345	
➤ Titres cotés				
➤ Titres non cotés	487 433	-	457 345	-
ACTIONS ET AUTRES TITRES À REVENU VARIABLE		198 640		150 865
➤ Titres cotés				
➤ Titres non cotés		198 640		150 865
INSTRUMENTS DÉRIVÉS	12 314		14 385	
CRÉANCES RATTACHÉES				
JUSTE VALEUR AU BILAN	499 746	198 640	471 730	150 865

PASSIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT

	En milliers de DH	
	30/06/2018	01/01/2018
Valeurs données en pension		
Instruments dérivés	32 309	14 388
JUSTE VALEUR AU BILAN	32 309	14 388

DÉRIVÉS DÉTENUS À DES FINS DE TRANSACTION

Par type de risque 30/06/2018	En milliers de DH		
	Valeur comptable		Montant notionnel
	actifs	passifs	
Capitaux propres			
Change	12 313	32 309	
Crédit			
Matières premières			
TOTAL	12 313	32 309	

ENGAGEMENTS DE GARANTIE

	En milliers de DH	
	30/06/2018	31/12/2017
ENGAGEMENTS DE GARANTIE DONNÉS	10 523 892	10 052 520
➤ D'ordre des Établissements de crédit	4 161 971	3 702 501
➤ D'ordre de la clientèle	6 361 921	6 350 019
➤ Cautions administratives et fiscales et autres cautions		
ENGAGEMENTS DE GARANTIE REÇUS	6 509 901	5 113 672
➤ Des Établissements de crédit	6 290 549	5 113 672
➤ De l'État et d'autres organismes de garantie		
➤ D'autres organismes de garantie	219 352	

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENTS

	En milliers de DH	
	30/06/2018	31/12/2017
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENTS DONNÉS	10 264 991	8 746 675
➤ Aux Établissements de crédit	31 084	22 134
➤ À la clientèle	10 065 369	8 724 541
➤ Ouverture de crédit		
➤ Autre engagements en faveur de la clientèle	168 538	

PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES MISES EN ÉQUIVALENCE

	En milliers de DH				
	Valeur de mise en équivalence	Résultat	Total bilan	Revenu (CA)	Quote-part de résultat dans les sociétés MEE
Sociétés financière					
Sociétés non financières	Arval Maroc	19 602	1 006 759	181 700	6 690
VALEUR NETTE AU BILAN DES QUOTES-PARTS DANS LES SOCIÉTÉS MEE		19 602	1 006 759	181 700	6 690

ÉVOLUTION DU CAPITAL ET RÉSULTAT PAR ACTION

	30/06/2018	30/06/2017
Capital en (DH)	1 327 928 600	1 327 928 600
Nombre d'actions	13 279 286	13 279 286
Résultat Part Groupe (KDH)	344 578	348 096
RÉSULTAT PAR ACTION (DH)	26	26

TITRES AU COÛT AMORTI AU 30 JUIN 2018

	En milliers de DH	
	30/06/2018	01/01/2018
Effets publics et valeurs assimilées	3 217 233	2 813 613
Obligations et autres titres à revenu fixe	19 014	529 258
TOTAL	3 236 247	3 342 871
Dépréciations	8422	15 843
VALEUR AU BILAN	3 227 825	3 327 028

DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE ET DETTES SUBORDONNÉES

	En milliers de DH	
	30/06/2018	01/01/2018
AUTRES DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE	6 653 903	6 323 259
Titres de créances négociables	6 653 903	6 323 259
Emprunts obligataires		
DETTES SUBORDONNÉES	773 855	754 685
Emprunt subordonné		
➤ À durée déterminée	773 855	754 685
➤ À durée indéterminée		
TITRES SUBORDONNÉS		
➤ À durée déterminée		
➤ À durée indéterminée		
TOTAL	7 427 758	7 077 944

Deloitte.

388, Boulevard Zerktouni
Casablanca

pwc
35, Rue Aziz Bellal
20 330 Casablanca

GROUPE BANQUE MAROCAINE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE (GROUPE BMCI)

ATTESTATION D'EXAMEN LIMITE SUR LA SITUATION INTERMÉDIAIRE CONSOLIDÉE AU 30 JUIN 2018

Nous avons procédé à un examen limité de la situation intermédiaire de la Banque Marocaine pour le Commerce et l'Industrie et ses filiales (Groupe BMCI) comprenant le bilan, le compte de résultat, l'état du résultat global, le tableau des flux de trésorerie, l'état de variation des capitaux propres et une sélection de notes explicatives relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2018. Cette situation intermédiaire fait ressortir un montant de capitaux propres consolidés totalisant KMAD 7.059.582, dont un bénéfice net consolidé de KMAD 347.394.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes de la profession au Maroc. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation intermédiaire des états financiers consolidés cités au premier paragraphe ci-dessus ne comportent pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que les états consolidés, ci-joints, ne donnent pas une image fidèle du résultat des opérations de la période écoulée ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Groupe BMCI arrêtés au 30 juin 2018, conformément aux normes comptables internationales (IAS/IFRS).

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus :

- nous attirons votre attention sur le fait que le contrôle fiscal de la filiale BMCI Leasing portant sur les exercices 2013 à 2016 inclus et couvrant l'Impôt sur les Sociétés (IS), sur le Revenu (IR) et la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA), a connu un dénouement sans impact significatif sur les comptes au 30 juin 2018 de la société eu égard aux provisions préalablement constituées.
- nous attirons votre attention sur la note exposant les effets dus à la première application de la norme IFRS 9 relative aux instruments financiers.

Casablanca, le 25 septembre 2018

Les Commissaires aux Comptes

Deloitte Audit
Deloitte Audit
288, Boulevard Zerktouni
CASABLANCA
Tél : 05 22 22 40 25/26/34/81
Fax : 05 22 22 40 78
Sakina Bensouda-Korachi
Associée

PwC Maroc
PwC Maroc SARL
35, Rue Aziz Bellal, 20330 - Casablanca
Tél : +212 33 521 95 95 / Fax : +212 33 521 23 88 / 70
RC : 34979 / N° de commerce : 33 232944
CIN : 34979 / N° de registre : 2347944
Mohamed Rqibate
Associé

COMMUNICATION FINANCIÈRE

COMPTES SOCIAUX

2018



1.1 PRÉSENTATION

BMCI est une société anonyme de droit commun constituée au Maroc en 1943. Les états de synthèse comprennent les comptes du Siège ainsi que des agences établies au Maroc.

1.2 PRINCIPES GÉNÉRAUX

Les états de synthèse sont établis dans le respect des principes comptables généraux applicables aux Établissements de crédit. La présentation des états de synthèse de la BMCI est conforme aux dispositions du Plan Comptable des Établissements de Crédit.

1.3 CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET LA CLIENTÈLE ET ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE

Présentation générale des créances

- Les créances sur les Établissements de crédit et sur la clientèle sont ventilées selon leur durée initiale ou l'objet économique des concours : Créances à vue et à terme, pour les Établissements de crédit, crédits de trésorerie, crédits à l'équipement, crédits à la consommation, crédits immobiliers et autres crédits pour la clientèle.
- Les engagements par signature comptabilisés en hors bilan correspondent à des engagements irrévocables de financement et à des engagements de garantie.
- Les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs, sont enregistrées sous les différentes rubriques de créances concernées (Établissements de crédit, clientèle).
- Les valeurs reçues à l'encaissement qui ne sont portées au crédit du remettant qu'après leur encaissement effectif ou après un délai contractuel ne sont pas comptabilisées dans le bilan, mais font l'objet d'une comptabilité matière.
- Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Créances en souffrance sur la clientèle

- Les créances en souffrance sur la clientèle sont comptabilisées et évaluées conformément à la réglementation bancaire en vigueur. Les principales dispositions appliquées se résument comme suit :
 - Les créances en souffrance sont, selon le degré de risque, classées en créances pré-douteuses, douteuses ou compromises.
 - Les créances en souffrance sont, après déduction des quotités de garantie prévues par la réglementation en vigueur, provisionnées à hauteur de :
 - 20% pour les créances pré-douteuses,
 - 50 % pour les créances douteuses,
 - 100 % pour les créances compromises.
- Les provisions relatives aux risques crédits sont déduites des postes d'actif concernés.
- Dès le déclassement des créances saines en créances compromises, les intérêts ne sont plus décomptés et comptabilisés. Ils sont constatés en produits à leur encaissement.
- Les pertes sur créances irrécouvrables sont constatées lorsque les chances de récupérations des créances en souffrance sont jugées nulles.
- Les reprises de provisions pour créances en souffrance sont constatées lorsque celles-ci ont connu une évolution favorable (remboursements effectifs ou restructuration de la créance avec un remboursement partiel ou total).

1.4 DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET LA CLIENTÈLE

Les dettes envers les Établissements de crédit et la clientèle sont présentées dans les états de synthèse selon leur durée initiale ou la nature de ces dettes :

- dettes à vue et à terme pour les Établissements de crédit,
- Comptes à vue créditeurs, comptes d'épargne, dépôts à terme et autres comptes créditeurs pour la clientèle.

Sont incluses dans ces différentes rubriques, en fonction de la nature de la contrepartie, les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs. Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

1.5 PORTEFEUILLE DE TITRES

1.5.1 Présentation générale

Les opérations sur titres sont comptabilisées et évaluées conformément aux dispositions du Plan Comptable des Établissements de Crédit.

Les titres sont classés d'une part, en fonction de la nature juridique du titre (titre de créance ou titre de propriété), d'autre part, en fonction de l'intention (titre de transaction, titre de placement, titre d'investissement, titre de participation).

1.5.2 Titres de transaction

Sont inscrits dans ce portefeuille, les titres dont la liquidité est assurée et qui ont été acquis avec une intention de revente à brève échéance. Ces titres sont enregistrés à leur valeur d'achat (coupon inclus). À chaque arrêté comptable, la différence entre cette valeur et la valeur de marché est inscrite directement en compte de résultats.

1.5.3 Titres de placement

Sont inscrits dans ce portefeuille, les titres acquis dans un objectif de détention supérieure à 6 mois à l'exception des titres à revenus fixes destinés à être conservés jusqu'à leur échéance. Cette catégorie de titres comprend notamment les titres qui ne satisfont pas aux conditions nécessaires leur permettant d'être classés dans une autre catégorie de titres.

Les titres de créances sont comptabilisés, coupon couru inclus dans le prix d'acquisition. Les titres de propriété sont enregistrés à leur valeur d'achat hors frais d'acquisition. À chaque arrêté comptable, la différence négative entre la valeur de marché et la valeur d'entrée des titres fait l'objet d'une provision pour dépréciation. Les plus-values latentes ne sont pas enregistrées.

1.5.4 Titres d'investissement

Les titres d'investissement sont des titres de créance qui sont acquis ou qui proviennent d'une autre catégorie de titres, avec l'intention de les détenir jusqu'à l'échéance, pour procurer, sur une assez longue période, des revenus réguliers.

À leur date d'acquisition, ces titres sont enregistrés coupon inclus dans le prix d'acquisition. À chaque arrêté comptable, les titres sont maintenus pour leur valeur d'acquisition quel que soit la valeur de marché du titre. En conséquence, la perte ou le profit latent ne sont pas enregistrés.

Au 30 Juin, aucun titre n'est classé dans la catégorie de titres d'investissement ; en effet, la banque a procédé au reclassement de la totalité de son portefeuille de titres d'investissement en titres de placement.

1.5.5 Titres de participation

Sont inscrits dans cette catégorie les titres dont la possession durable est estimée utile à la banque. À chaque arrêté comptable, leur valeur est estimée sur la base des éléments généralement admis : valeur d'usage, quote-part dans la situation nette, perspectives de résultats et cours de bourse. Seules, les moins-values latentes donnent lieu, au cas par cas, selon la valeur d'utilité de la participation à la constitution de provisions pour dépréciation.

1.5.6 Pensions livrées

Les titres donnés en pension sont maintenus au bilan et le montant encaissé représentatif de la dette à l'égard du cessionnaire, est enregistré au passif du bilan.

Les titres reçus en pension ne sont pas inscrits au bilan, mais le montant décaissé représentatif de la créance sur le cédant est enregistré à l'actif du bilan.

1.6 LES OPÉRATIONS LIBELLÉES EN DEVICES

Les créances et les dettes ainsi que les engagements par signature libellés en devises étrangères sont convertis en dirhams au cours de change moyen en vigueur à la date de clôture.

La différence de change sur les comptes tenus en devises est enregistrée en compte de résultat. Les produits et charges en devises étrangères sont convertis au cours du jour de leur comptabilisation.

1.7 LES PROVISIONS POUR RISQUES GÉNÉRAUX

Ces provisions sont constituées, à l'appréciation des dirigeants, en vue de faire face à des risques futurs relevant de l'activité bancaire, actuellement non identifiés et non mesurables avec précision.

Les provisions ainsi constituées font l'objet d'une réintégration fiscale.

1.8 LES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations incorporelles et corporelles figurent au bilan à la valeur d'acquisition diminuée des amortissements cumulés, calculés selon la méthode linéaire sur les durées de vie estimées. Les immobilisations incorporelles ventilées en immobilisations d'exploitation et hors exploitation sont amorties sur les durées suivantes :

Nature	Durée d'amortissement
Droit au bail	non amortissable
Logiciels informatiques	7 ans

Les immobilisations corporelles ventilées en immobilisations d'exploitation et hors exploitation sont composées et sont amorties sur les durées suivantes :

Nature	Durée d'amortissement
Terrains d'exploitation	non amortissables
Immeubles d'exploitation : bureaux	25 ans
Matériel roulant	5 ans
Matériel de bureau	5 ans
Mobilier de bureau	10 ans
Agencements, aménagements et installations d'exploitation	10 ans
Matériel informatique :	
- Grosse informatique	10 ans
- Micro informatique	7 ans

1.9 CHARGES À RÉPARTIR

Les charges à répartir enregistrent des dépenses qui, eu égard à leur importance et leur nature, sont susceptibles d'être rattachées à plus d'un exercice.

1.10 PROVISIONS RÉGLEMENTÉES

Les provisions réglementées sont constituées en application de dispositions législatives ou réglementaires, notamment par le souci de bénéficiaire d'un avantage fiscal. Dès lors que les conditions de constitution et d'utilisation sont réunies et ayant été constituées pour bénéficier d'un avantage fiscal certain, les provisions réglementées, à l'exception des amortissements dérogatoires, ont un caractère de réserves libérées d'impôt.

1.11 PRISE EN COMPTE DES INTÉRÊTS ET COMMISSIONS DANS LE COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES

Intérêts

Sont considérés comme intérêts, les produits et charges calculés sur des capitaux effectivement prêtés ou empruntés. Sont considérés comme intérêts assimilés, les produits et charges calculés sur une base prorata Temporis et qui rémunèrent un risque. Entrent notamment dans cette catégorie, les commissions sur engagements de garantie et de financement (caution, crédit documentaire..).

Les intérêts courus sur les capitaux effectivement prêtés ou empruntés sont constatés dans les comptes de créances et dettes rattachées les ayant générés par la contrepartie du compte de résultat. Les intérêts assimilés sont constatés en produits ou en charges dès leur facturation.

Commissions

Les produits et charges, déterminés sur une base « flat » et qui rémunèrent une prestation de service, sont constatés en tant que commissions dès leur facturation.

1.12 CHARGES ET PRODUITS NON COURANTS

Ils représentent exclusivement les charges et produits à caractère extraordinaire et sont par principe rares puisque de nature inhabituelle et de survenance exceptionnelle.

1.13 ENGAGEMENTS DE RETRAITE

Les engagements de retraites (wissam Al Choghl, indemnités de départ à la retraite) qui ne sont pas couverts par des régimes de retraite gérés par des organismes indépendants externes (à caractère non obligatoire) ne font pas l'objet d'une provision pour risques et charges.



BILAN ACTIF	En milliers de DH	
	30/06/2018	31/12/2017
1. VALEURS EN CAISSE, BANQUES CENTRALES, TRÉSOR PUBLIC, SERVICE DES CHÈQUES POSTAUX	2 144 834	1 958 877
2. CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS	6 493 131	6 660 595
À vue	2 426 616	2 272 893
À terme	4 066 515	4 387 703
3. CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE	39 654 683	38 571 693
Crédits de trésorerie et à la consommation	13 452 903	12 850 138
Crédits à l'équipement	10 112 266	9 572 205
Crédits immobiliers	14 515 691	14 480 532
Autres crédits	1 573 823	1 668 819
4. CRÉANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE	1 684 834	1 030 414
5. TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT	8 744 673	9 371 235
Bons du trésor et valeurs assimilées	8 067 575	8 087 719
Autres titres de créance	675 622	1 282 042
Titres de propriété	1 476	1 475
6. AUTRES ACTIFS	989 697	741 750
7. TITRES D'INVESTISSEMENT	-	-
Bons du trésor et valeurs assimilées	-	-
Autres titres de créance	-	-
8. TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILÉS	297 132	296 077
9. CRÉANCES SUBORDONNÉES	-	-
10. IMMOBILISATIONS DONNÉES EN CRÉDIT-BAIL ET EN LOCATION	1 040 508	854 781
11. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	516 533	513 501
12. IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 304 663	1 381 214
TOTAL DE L'ACTIF	62 870 687	61 380 136

HORS BILAN	En milliers de DH	
	30/06/2018	31/12/2017
ENGAGEMENTS DONNÉS	25 202 234	22 530 831
1. Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés	0	0
2. Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	9 467 087	8 365 155
3. Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	9 245 692	7 828 323
4. Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	6 320 918	6 337 352
5. Titres achetés à réméré	0	0
6. Autres titres à livrer	168 538	0
ENGAGEMENTS REÇUS	6 262 569	4 863 636
7. Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	0	0
8. Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	6 043 217	4 863 636
9. Engagements de garantie reçus de l'État et d'organismes de garantie divers	0	0
10. Titres vendus à réméré	0	0
11. Autres titres à recevoir	219 352	0

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES AU 30/06/2018	En milliers de DH	
	30/06/2018	30/06/2017
I. PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	1 971 273	1 910 768
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les Établissements de crédit	114 583	97 056
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	1 073 431	1 123 855
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	122 422	115 220
Produits sur titres de propriété	86 451	93 968
Produits sur opérations de crédit-bail et de location	146 503	89 087
Commissions sur prestations de service	251 885	245 455
Autres produits bancaires	175 999	146 125
II. CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	-549 204	-494 652
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les Établissements de crédit	-26 204	-29 204
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	-142 123	-151 959
Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis	-88 689	-68 879
Charges sur opérations de crédit-bail et de location	-187 212	-123 045
Autres charges bancaires	-104 685	-121 565
III. PRODUIT NET BANCAIRE	1 422 069	1 416 116
Produits d'exploitation non bancaire	291	8 688
Charges d'exploitation non bancaire	-145	-11 595
IV. CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION	-767 452	-768 594
Charges de personnel	-426 232	-421 539
Impôts et taxes	-10 668	-9 794
Charges externes	-230 147	-234 711
Autres charges générales d'exploitation	0	-10
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	-100 405	-102 550
V. DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	-467 613	-627 511
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	-282 566	-446 205
Pertes sur créances irrécouvrables	-164 567	-156 837
Autres dotations aux provisions	-20 481	-24 469
VI. REPRISES DE PROVISIONS ET RÉCUPÉRATIONS SUR CRÉANCES AMORTIES	293 543	532 240
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	275 430	354 778
Récupérations sur créances amorties	8 476	2 644
Autres reprises de provisions	9 637	174 818
VII. RÉSULTAT COURANT	480 693	549 345
Produits non courants	289	172
Charges non courantes	-8 525	-190 051
VIII. RÉSULTAT AVANT IMPÔTS	472 457	359 466
Impôts sur les résultats	-141 711	-71 018
IX. RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	330 746	288 448
TOTAL PRODUITS	2 265 396	2 451 868
TOTAL CHARGES	-1 934 650	-2 163 420
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	330 746	288 448

BILAN PASSIF	En milliers de DH	
	30/06/2018	31/12/2017
1. BANQUES CENTRALES, TRÉSOR PUBLIC, SERVICE DES CHÈQUES POSTAUX	0	0
2. DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS	2 059 540	1 311 109
À vue	851 229	887 815
À terme	1 208 311	423 295
3. DÉPÔTS DE LA CLIENTÈLE	42 043 332	42 559 717
Comptes à vue créditeurs	28 807 246	29 027 910
Comptes d'épargne	8 023 503	8 124 449
Dépôts à terme	3 851 643	3 946 023
Autres comptes créditeurs	1 360 940	1 461 335
4. TITRES DE CRÉANCE ÉMIS	7 193 176	6 950 196
Titres de créance négociables	7 193 176	6 950 196
Emprunts obligataires	0	0
Autres titres de créance émis	0	0
5. AUTRES PASSIFS	3 634 544	1 686 036
6. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	229 130	224 303
7. PROVISIONS RÉGLEMENTÉES	0	0
8. SUBVENTIONS, FONDS PUBLICS AFFECTÉS ET FONDS SPÉCIAUX DE GARANTIE	0	0
9. DETTES SUBORDONNÉES	773 855	754 318
10. ÉCARTS DE RÉÉVALUATION	0	0
11. RÉSERVES ET PRIMES LIÉES AU CAPITAL	5 184 453	3 284 453
12. CAPITAL	1 327 929	1 327 929
13. ACTIONNAIRES. CAPITAL NON VERSÉ (-)	0	0
14. REPORT À NOUVEAU (+/-)	93 984	2 795 044
15. RÉSULTATS NETS EN INSTANCE D'AFFECTATION (+/-)	0	0
16. RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE (+/-)	330 746	487 030
TOTAL DU PASSIF	62 870 687	61 380 136

ÉTAT DES SOLDES DE GESTION DU 01/01/2018 AU 30/06/2018 En milliers de DH

I - TABLEAU DE FORMATION DES RÉSULTATS	En milliers de DH	
	30/06/18	30/06/17
1 (+) Intérêts et produits assimilés	1 310 435	1 336 132
2 (-) Intérêts et charges assimilées	257 307	250 041
MARGE D'INTÉRÊT	1 053 128	1 086 091
3 (+) Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	146 503	89 087
4 (-) Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	187 212	123 045
RÉSULTAT DES OPÉRATIONS DE CRÉDIT-BAIL ET DE LOCATION	-40 709	-33 958
5 (+) Commissions perçues	254 600	247 518
6 (-) Commissions servies	42 594	41 035
MARGE SUR COMMISSIONS	212 006	206 483
7 (+) Résultats des opérations sur titres de transaction	9 380	12 076
8 (+) Résultats des opérations sur titres de placement	15 885	16 788
9 (+) Résultats des opérations de change	129 151	76 294
10 (+) Résultats des opérations sur produits dérivés	-387	120
RÉSULTATS DES OPÉRATIONS DE MARCHÉ	154 029	105 277
11 (+) Divers autres produits bancaires	91 071	98 233
12 (-) Diverses autres charges bancaires	47 457	46 010
PRODUIT NET BANCAIRE	1 422 069	1 416 116
13 (+) Résultats des opérations sur immobilisations financières	108	-5 684
14 (+) Autres produits d'exploitation non bancaire	291	8 688
15 (-) Autres charges d'exploitation non bancaire	145	6 741
16 (-) Charges générales d'exploitation	767 452	768 594
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION	654 871	643 785
17 (+) Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	-163 227	-245 620
18 (+) Autres dotations nettes de reprises aux provisions	-10 952	151 179
RÉSULTAT COURANT	480 693	549 345
RÉSULTAT NON COURANT	-8 236	-189 879
19 (-) Impôts sur les résultats	141 711	71 018
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	330 746	288 448
II - CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT		
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	330 746	288 448
20 (+) Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	100 405	102 550
21 (+) Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	407	830
22 (+) Dotations aux provisions pour risques généraux	12 827	3 639
23 (+) Dotations aux provisions réglementées	0	0
24 (+) Dotations non courantes	0	0
25 (-) Reprises de provisions	-7 919	-164 323
26 (-) Plus-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	0	-2 165
27 (+) Moins-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	145	6 741
28 (-) Plus-values de cession sur immobilisations financières	0	0
29 (+) Moins-values de cession sur immobilisations financières	0	4 854
30 (-) Reprises de subventions d'investissement reçues	0	0
+ CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT	436 610	240 574
- Bénéfices distribués	1 288 091	663 964
AUTOFINANCEMENT	-851 481	-423 991

CRÉANCES SUBORDONNÉES DU 01/01/2018 AU 30/06/2018	En milliers de DH					
	Créances	Montant			Dont entreprises liées et apparentées	
		Brut 1	31/12/N Prov. 2	Net 3	31/12/N Net 4	31/12/N-1 Net 5
Créances subordonnées aux Établissements de crédit et assimilés				NÉANT		
Créances subordonnées à la clientèle						
TOTAL						



DÉTAIL DES AUTRES ACTIFS DU 01/01/2018 AU 30/06/2018 En milliers de DH

	30/06/2018	31/12/2017
ACTIF		
INSTRUMENTS OPTIONNELS ACHETÉS	7 221	6 924
OPÉRATIONS DIVERSES SUR TITRES	11 770	3 335
DÉBITEURS DIVERS	243 227	170 464
Sommes dues par l'État	233 227	142 815
Sommes dues par les organismes de prévoyance	-	-
Sommes diverses dues par le personnel	2 461	2 204
Comptes clients de prestations non bancaires	-	-
Divers autres débiteurs	7 539	25 445
VALEURS ET EMPLOIS DIVERS	129 571	129 724
COMPTES DE RÉGULARISATION	597 907	431 303
Comptes d'ajustement des opérations de hors bilan	-	-
Comptes d'écarts sur devises et titres	8 270	6 834
Résultats sur produits dérivés de couverture	-	-
Charges à répartir sur plusieurs exercices	14 711	16 796
Comptes de liaison entre siège, succursales et agences au Maroc	-	-
Produits à recevoir et charges constatées d'avance	220 595	64 267
Autres comptes de régularisation	354 330	343 406
CRÉANCES EN SOUFFRANCE SUR OPÉRATIONS DIVERSES	1	1
TOTAL	989 697	741 750

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIES DU 01/01/2018 AU 30/06/2018 En milliers de DH

	30/06/2018	31/12/2017
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE DONNÉS	25 202 234	22 530 831
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT EN FAVEUR D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS		
Crédits documentaires import	-	-
Acceptations ou engagements de payer	-	-
Ouvertures de crédits confirmés	-	-
Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
Autres engagements de financement donnés	-	-
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT EN FAVEUR DE LA CLIENTÈLE	9 467 087	8 365 155
Crédits documentaires import	3 622 982	4 315 046
Acceptations ou engagements de payer	2 322 495	1 158 025
Ouvertures de crédits confirmés	339 204	218 674
Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
Autres engagements de financement donnés	3 182 407	2 673 409
ENGAGEMENTS DE GARANTIE EN FAVEUR D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS	9 245 692	7 828 323
Crédits documentaires export confirmés	8 708	27 070
Acceptations ou engagements de payer	-	10 732
Garanties de crédits données	-	-
Autres cautions, avals et garanties donnés	9 236 984	7 790 522
Engagements en souffrance	-	-
ENGAGEMENTS DE GARANTIE DE L'ORDRE DE LA CLIENTÈLE	6 320 918	6 337 352
Garanties de crédits données	-	-
Caution et garanties en faveur de l'administration publique	3 542 030	3 613 325
Autres cautions et garanties données	2 778 888	2 724 027
Engagements en souffrance	-	-
AUTRES TITRES À LIVRER	168 538	-
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE REÇUS	6 262 569	4 863 636
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT REÇUS D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS		
Ouvertures de crédit confirmés	-	-
Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
Engagements de financement reçus	-	-
ENGAGEMENTS DE GARANTIE REÇUS D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS	6 043 217	4 863 636
Garanties de crédits	-	-
Autres garanties reçues	6 043 217	4 863 636
ENGAGEMENTS DE GARANTIE REÇUS DE L'ÉTAT ET D'ORGANISMES DE GARANTIE DIVERS	-	-
Garanties de crédits	-	-
Autres garanties reçues	-	-
AUTRES TITRES À RECEVOIR	219 352	-

COMMISSIONS AU 30/06/2018 En milliers de DH

Commissions	Montant
COMMISSIONS PERÇUES	254 600
Sur opérations de change	2 715
Sur opérations sur titres	1 689
Sur engagements sur titres	-
Sur opérations sur titres en gestion et en dépôt	18 083
Sur moyens de paiement	72 199
Sur activités de conseil et d'assistance	12 582
Sur ventes de produits d'assurances	14 048
Commissions de fonctionnement de compte	14 104
Commissions sur prestations de service sur crédit	36 587
Sur autres prestations de service	82 592
COMMISSIONS VERSÉES	42 594
Sur opérations de change	-
Relatives aux interventions sur les marchés primaires de titres	-
Sur produits dérivés	-
Sur opérations sur titres en gestion et en dépôt	-
Sur moyens de paiement	26 655
Sur activités de conseil et d'assistance	-
Sur ventes de produits d'assurances	-
Sur autres prestations de service	15 940

DÉTAIL DES AUTRES PASSIFS DU 01/01/2018 AU 30/06/2018 En milliers de DH

	30/06/2018	31/12/2017
PASSIF		
INSTRUMENTS OPTIONNELS VENDUS	6 273	8 519
OPÉRATIONS DIVERSES SUR TITRES	1 270	1 405
CRÉDITEURS DIVERS	2 349 100	874 113
Sommes dues à l'État	295 977	217 030
Sommes dues aux organismes de prévoyance	40 515	36 198
Sommes diverses dues au personnel	36	36
Sommes diverses dues aux actionnaires et associés	1 289 894	1 803
Fournisseurs de biens et services	15 897	14 163
Divers autres créditeurs	706 781	604 882
COMPTES DE RÉGULARISATION	1 277 901	801 999
Compte de concordance Dirhams/devises	-	-
Comptes d'ajustement des opérations de hors bilan	-	-
Comptes d'écarts sur devises et titres	-	117
Résultats sur produits dérivés de couverture	-	-
Comptes de liaison entre siège, succursales et agences au Maroc	548 362	471 976
Charges à payer et produits constatés d'avance	138 172	181 783
Autres comptes de régularisation	-	-
Comptes transitoires ou d'attente créditeur	591 367	148 123
TOTAL	3 634 544	1 686 036

PRODUITS SUR TITRES DE PROPRIÉTÉ DU 01/01/2018 AU 30/06/2018 En milliers de DH

Catégorie des titres	Produits perçus
Titres de participation	8 133
Participations dans les entreprises liées	78 318
Titres de l'activité de portefeuille	0
Emplois assimilés	0
TOTAL	86 451

ENGAGEMENTS SUR TITRES DU 01/01/2018 AU 30/06/2018 En milliers de DH

ENGAGEMENTS DONNÉS	Montant
Titres achetés à réméré	NEANT
Autres titres à livrer	168 538
ENGAGEMENTS REÇUS	Montant
Titres vendus à réméré	NEANT
Autres titres à recevoir	219 352

VENTILATION DU TOTAL DE L'ACTIF, DU PASSIF ET DE L'HORS BILAN EN MONNAIE ÉTRANGÈRE DU 01/01/2018 AU 30/06/2018 En milliers de DH

Bilan	Montant
ACTIF	2 441 840
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	22 698
Créances sur les Établissements de crédit et assimilés	2 297 010
Créances sur la clientèle	14 128
Titres de transaction et de placement et investissement	54 686
Autres actifs	1 069
Titres de participation et emplois assimilés	52 250
Créances subordonnées	-
Immobilisations données en Crédit-Bail et location	-
Immobilisations incorporelles et corporelles	-
PASSIF	2 441 840
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	0
Dettes envers les Établissements de crédit et assimilés	473 664
Dépôts de la clientèle	1 798 815
Titres de créance émis	-
Autres passifs	169 361
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	-
Dettes subordonnées	-
HORS BILAN	
Engagements donnés	12 687 015
Engagements reçus	0

OPÉRATIONS DE CHANGE À TERME ET ENGAGEMENTS SUR PRODUITS DÉRIVÉS En milliers de DH

Titres	OPÉRATIONS DE COUVERTURE		AUTRES OPÉRATIONS	
	30/06/2018	31/12/2017	30/06/2018	31/12/2017
OPÉRATIONS DE CHANGE À TERME	2 724 683	2 962 459		
Devises à recevoir	507 189	802 074		
Dirhams à livrer	520 431	795 481		
Devises à livrer	849 888	690 571		
Dirhams à recevoir	847 175	674 334		
Dont swaps financiers de devises	-	-		
ENGAGEMENTS SUR PRODUITS DÉRIVÉS	18 369	3 458		
Engagements sur marchés réglementés de taux d'intérêt	-	-		
Engagements sur marchés de gré à gré de taux d'intérêt	-	-		
Engagements sur marchés réglementés de cours de change	18 369	3 458		
Engagements sur marchés de gré à gré de cours de change	-	-		
Engagements sur marchés réglementés d'autres instruments	-	-		
Engagements sur marchés de gré à gré d'autres instruments	-	-		
TOTAL	2 743 053	2 965 917		

ÉTAT DES DÉROGATIONS DU 01/01/2018 AU 30/06/2018 En milliers de DH

Indications de dérogations	Justifications des dérogations	Influence des dérogations sur le patrimoine, la situation financière et les résultats
Dérogations aux principes comptables fondamentaux	NEANT	NEANT
Dérogations aux méthodes d'évaluation	NEANT	NEANT
Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des États de synthèse	NEANT	NEANT

ÉTAT DES CHANGEMENTS DES MÉTHODES DU 01/01/2018 AU 30/06/2018 En milliers de DH

Nature des changements	Justifications des changements	Influence sur le patrimoine, la situation financière et les résultats
I. Changements affectant les méthodes d'évaluation	NEANT	NEANT
II. Changements affectant les règles de présentation	NEANT	NEANT



AUTRES PRODUITS ET CHARGES DU 01/01/2018 AU 30/06/2018 En milliers de DH

PRODUITS ET CHARGES	MONTANT
AUTRES PRODUITS ET CHARGES BANCAIRES	71 314
AUTRES PRODUITS BANCAIRES	175 999
AUTRES CHARGES BANCAIRES	104 685
Commentaires	
Dont gains sur titres de transaction	16 427
Dont plus-values de cession sur BDT	12 774
Dont Produits sur engagements sur titres	0
Dont Produits sur engagements sur produits dérivés	0
Dont produits sur opérations de change	139 055
Dont Divers autres Produits bancaires	4 620
Dont reprises de provision p/dép des titres de placement	3 123
Dont pertes sur titres de transaction	7 046
Dont moins-values de cession sur BDT	0
Dont charges sur moyens de paiement	26 655
Dont autres charges sur prestations de service	15 940
Dont charges sur engagements de titres	0
Dont charges sur produits dérivés	387
Dont pertes sur opérations de change	7 189
Dont cotisation au fonds de garantie des dépôts	41 650
Dont dotations aux prov. dépréciat des titres de placement	12
Diverses charges bancaires	5 807

PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION NON BANCAIRE MONTANT

PRODUITS D'EXPLOITATION NON BANCAIRE	291
CHARGES D'EXPLOITATION NON BANCAIRE	145

Commentaires

PRODUITS	MONTANT
☑ Dont produits sur valeurs et emplois divers	0
☑ Dont plus-values de cession sur immobilisations financières	0
☑ Dont plus-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	0
☑ Dont produits accessoires	291
☑ Dont autres produits d'exploitation non bancaire	0

CHARGES

☑ Dont autres charges sur valeurs et emplois divers	0
☑ Dont moins-values de cession sur immobilisations.	145

AUTRES CHARGES MONTANT

DOTATION AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	467 613
--	----------------

Commentaires

Dont dotations aux provisions pour créances en souffrance	282 566
Dont pertes sur créances irrécouvrables	164 567
Dont dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	407
Dont dotations aux provisions pour risques d'exécution d'engagement par signature	0
Dont dotations aux provisions pour autres risques et charges	20 074
Dont dotations aux provisions réglementées	0
Dont dotations aux autres provisions	0

AUTRES PRODUITS MONTANT

REPRISES DE PROVISIONS ET RÉCUPÉRATIONS SUR CRÉANCES AMORTIES	293 543
--	----------------

Commentaires

Dont reprise de provisions pour créances en souffrance	275 430
Dont récupérations sur créances amorties	8 476
Dont reprise aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	515
Dont reprise de provisions pour risque d'exécution d'engagement par signature	0
Dont reprise de provisions pour autres risques et charges	9 122
Dont reprise de provisions réglementées	0
Dont reprise des autres provisions	0

PRODUITS ET CHARGES NON COURANTS MONTANT

PRODUITS NON COURANTS	289
CHARGES NON COURANTES	8 525

RÉSULTAT DES OPÉRATIONS DE MARCHÉ DU 01/01/2018 AU 30/06/2018 En milliers de DH

Produits et charges	Montant
PRODUITS	168 663
Gains sur les titres de transaction	16 427
Plus-value de cession sur titres de placement	12 774
Reprise de provision sur dépréciation des titres de placement	3 123
Gains sur les produits dérivés	-
Gains sur les opérations de change	136 340
CHARGES	14 634
Pertes sur les titres de transaction	7 046
Moins-value de cession sur titres de placement	-
Dotations aux provisions sur dépréciation des titres de placement	12
Pertes sur les produits dérivés	387
Pertes sur opérations de change	7 189
RÉSULTAT	154 029

CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION DU 01/01/2018 AU 30/06/2018 En milliers de DH

CHARGES	MONTANT
CHARGES DE PERSONNEL	426 232
Commentaires	
Dont salaires et appointements	240 833
Dont primes et gratifications	53 033
Dont charges d'assurances sociales	77 338
Dont charges de retraite	3 500
Dont charges de formation	9 135
Dont autres charges de personnel	42 394

CHARGES MONTANT

IMPÔTS ET TAXES	10 668
------------------------	---------------

Commentaires

Taxe urbaine et taxe d'édilité	0
Patente	6 750
Droits d'enregistrements	0
Timbres fiscaux et formules timbrées	5
Taxe sur les véhicules	0
Autres impôts, taxe et droits assimilés	3 912

CHARGES MONTANT

CHARGES EXTERNES	230 147
-------------------------	----------------

Commentaires

Dont loyers de crédit-bail et de location	37 676
Dont frais d'entretien et de réparation	30 295
Dont rémunérations d'intermédiaire et honoraires	24 174
Prime d'assurance	2 425
Frais d'électricité, d'eau, de chauffage et de combustible	9 812
Dont transports et déplacements	23 990
Mission et réception	7 941
Dont publicité et publication	19 558
Frais postaux et télécommunications	38 669
frais de recherche et de documentation	132
frais de conseils et d'assemblée	485
Dons et cotisations	2 225
Fournitures de bureau et imprimés	2 557
Dont autres charges externes	30 208

CHARGES MONTANT

AUTRES CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION	0
--	----------

Commentaires

Dont pénalités et débits	0
Dont diverses autres charges générales d'exploitation	0

CHARGES MONTANT

DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES	100 405
--	----------------

Commentaires

CAPITAUX PROPRES DU 01/01/2018 AU 30/06/2018 En milliers de DH

CAPITAUX PROPRES	Encours 31/12/2017	Affectation du résultat	Autres variations	Encours 30/06/2018
ÉCARTS DE RÉÉVALUATION				
RÉSERVES ET PRIMES LIÉES AU CAPITAL	3 284 453	1 900 000	0	5 184 453
Réserve légale	132 793	0		132 793
Autres réserves	366 714	1 900 000		2 266 714
Primes d'émission, de fusion et d'apport	2 784 946			2 784 946
CAPITAL	1 327 929	0		1 327 929
Capital appelé	1 327 929			1 327 929
Capital non appelé				
Certificats d'investissement				
Fonds de dotations				
ACTIONNAIRES / CAPITAL NON VERSÉ				
REPORT À NOUVEAU (+/-)	2 795 044	-2 701 061	0	93 984
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE 2017	487 030			
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE 2018				330 746
TOTAL	7 894 456			6 937 111

VENTILATION DES TITRES DE TRANSACTION, DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT PAR CATÉGORIE D'ÉMETTEUR DU 01/01/2018 AU 30/06/2018 En milliers de DH

TITRES	ÉMETTEURS PRIVÉS				Total au 30/06/2018	Total au 31/12/2017
	Établissement de crédit et assimilés	Émetteurs publics	Financiers	Non financiers		
TITRES COTES	0	0	0	0	0	0
Bons du trésor et valeurs assimilées						
Obligations						
Autres titres de créance						
Titres de propriété						
TITRES NON COTES	650 351	7 974 832	28	20 365	8 645 576	9 247 578
Bons du trésor et valeurs assimilées		7 974 832		0	7 974 832	7 970 947
Obligations	0	0	0	18 918	18 918	28 374
Autres titres de créance	650 351			0	650 351	1 246 782
Titres de propriété	0		28	1 446	1 475	1 475
TOTAL	650 351	7 974 832	28	20 365	8 645 576	9 247 578

Les chiffres ci-dessus sont présentés hors intérêts courus



CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE DU 01/01/2018 AU 30/06/2018

En milliers de DH

	Secteur public	SECTEUR PRIVÉ			Total au 30/06/2018	Total au 31/12/2017
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
COMPTES DE TRÉSORERIE	17 333	466	8 639 337	190 667	8 847 803	8 536 895
Comptes à vue débiteurs	9 087	466	3 213 584	124 935	3 348 072	4 081 536
Créances commerciales sur le Maroc	275		2 222 759	2 643	2 225 677	2 262 556
Crédits à l'exportation			55 175		55 175	50 895
Autres crédits de trésorerie	7 971		3 147 819	63 089	3 218 879	2 141 909
CRÉDITS À LA CONSOMMATION			60 123	4 502 501	4 562 624	4 260 580
CRÉDITS À L'ÉQUIPEMENT	3 354 151		6 628 617	42 871	10 025 639	9 497 487
CRÉDITS IMMOBILIERS			1 444 322	13 042 323	14 486 645	14 451 121
AUTRES CRÉDITS	77 826	248 168	23 185		349 179	411 069
CRÉANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE			1 684 834		1 684 834	1 026 433
INTÉRÊTS COURUS À RECEVOIR	38 705	45	50 305	69 092	158 148	160 773
CRÉANCES EN SOUFFRANCE	0	0	776 369	448 274	1 224 643	1 257 750
Créances pré-douteuses						
Créances douteuses			219 015	135 720	354 736	338 392
Créances compromises			557 354	312 554	869 907	919 357
TOTAL	3 488 015	248 679	19 307 093	18 295 728	41 339 515	39 602 107

CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS DU 01/01/2018 AU 30/06/2018

En milliers de DH

	ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT AU MAROC			Établissements de crédit à l'étranger	Total au 30/06/2018	Total au 31/12/2017
	Bank Al-Maghrib Trésor public service des chèques postaux	Banque au Maroc	Autres Établissements de crédit et assimilés au Maroc			
COMPTES ORDINAIRES DÉBITEURS	1 637 188	280	38 828	419 536	2 095 832	2 117 174
VALEURS REÇUES EN PENSION	0	0	0	0	0	0
Au jour le jour		0	0		0	0
À terme					0	0
PRÊTS DE TRÉSORERIE	0	0	2 439 220	0	2 439 220	2 684 317
Au jour le jour	0	0	1 752 177	0	1 752 177	1 432 905
À terme	0	0	687 043	0	687 043	1 251 412
PRÊTS FINANCIERS		440 000	2 902 377	0	3 342 377	3 092 922
AUTRES CRÉANCES		215 977	2 495	0	218 472	79 896
INTÉRÊTS COURUS À RECEVOIR		4 247	30 171	0	34 418	43 911
TOTAL	1 637 188	660 503	5 413 092	419 536	8 130 318	8 018 221

DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS DU 01/01/2018 AU 30/06/2018

En milliers de DH

	ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT AU MAROC			Établissements de crédit à l'étranger	Total au 30/06/2018	Total au 31/12/2017
	Bank Al-Maghrib Trésor public service des chèques postaux	Banque au Maroc	Autres Établissements de crédit et assimilés au Maroc			
COMPTES ORDINAIRES CRÉDITEURS		14 192	22 045	653 882	690 119	815 334
VALEURS DONNÉES EN PENSION	500 059	0	80 086	0	580 145	51 060
Au jour le jour	0		80 086		80 086	51 060
À terme	500 059		0		500 059	0
EMPRUNTS DE TRÉSORERIE	300 000	0	0	143 500	443 500	175 000
Au jour le jour				0	0	0
À terme	300 000		0	143 500	443 500	175 000
EMPRUNTS FINANCIERS	0		8 202	0	8 202	8 202
AUTRES DETTES		0	328 992		328 992	254 278
INTÉRÊTS COURUS À PAYER	2 850	0	3 909	1 823	8 582	7 235
TOTAL	802 909	14 192	443 234	799 205	2 059 540	1 311 110

DÉPÔTS DE LA CLIENTÈLE DU 01/01/2018 AU 30/06/2018

En milliers de DH

	Secteur public	SECTEUR PRIVÉ			Total au 30/06/2018	Total au 31/12/2017
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
DÉPÔTS						
COMPTES À VUE CRÉDITEURS	316 214	387 908	9 120 450	18 976 684	28 801 256	29 024 710
COMPTE D'ÉPARGNE	0	0	0	8 023 503	8 023 503	8 124 450
DÉPÔTS À TERME	1 500	495 000	1 178 039	2 142 407	3 816 945	3 919 434
AUTRES COMPTES CRÉDITEURS	371	77 613	1 070 488	212 467	1 360 939	1 461 335
INTÉRÊTS COURUS À PAYER	12	7 504	5 774	27 398	40 688	29 788
TOTAL	318 097	968 025	11 374 751	29 382 459	42 043 332	42 559 717

Les entreprises non financières comprennent également les entreprises publiques non financières conformément à la présentation préconisée par le PCEC.

VALEURS ET SÛRETÉS REÇUES ET DONNÉES EN GARANTIE DU 01/01/2018 AU 30/06/2018

En milliers de DH

Valeurs et sûretés reçues en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques de l'actif ou du hors bilan enregistrant les créances ou les engagements par signature donnés	Montants des créances et des engagements par signature donnés couverts
Bons du trésor et valeurs assimilées			
Hypothèques	27 687 938		
Autres valeurs et sûretés réelles	29 013 371		
TOTAL	56 701 309		

Valeurs et sûretés données en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques du passif ou du hors bilan enregistrant les dettes ou les engagements par signature reçus	Montants des dettes ou engagements par signature reçus couverts
Bons du trésor et valeurs assimilées	0		
Hypothèques			
Autres valeurs et sûretés réelles	581 700	BDT donnés en garantie CDG	581 700
TOTAL	581 700		581 700



TITRES DE CRÉANCE ÉMIS DU 01/01/2018 AU 30/06/2018

En milliers de DH

Nature titres	CARACTÉRISTIQUES					Montant non amorti des primes d'émission ou de remboursement	DONT			Montant non amorti des primes d'émission ou de remboursement
	Date de jouissance	Date d'échéance	Valeur nominale unitaire	Taux nominal	Mode de remboursement		Montant (1)	entreprises liées	autres apparentés	
Certificats de dépôt	17/07/2017	01/08/2018	100	2,55		104 700				
Certificats de dépôt	31/07/2017	01/08/2018	100	2,55		183 200				
Certificats de dépôt	31/08/2017	04/09/2018	100	2,6		97 800				
Certificats de dépôt	29/09/2017	02/10/2018	100	2,6		214 500				
Certificats de dépôt	24/10/2017	01/11/2018	100	2,55		119 100				
Certificats de dépôt	31/10/2017	07/11/2018	100	2,55		148 000				
Certificats de dépôt	30/11/2017	04/12/2018	100	2,55		128 400				
Certificats de dépôt	13/12/2017	12/12/2018	100	2,5		50 000				
Certificats de dépôt	13/12/2017	12/12/2018	100	2,5		40 000				
Certificats de dépôt	13/12/2017	12/12/2018	100	2,5		50 000				
Certificats de dépôt	13/12/2017	12/12/2018	100	2,5		50 000				
Certificats de dépôt	13/12/2017	12/12/2018	100	2,5		60 000				
Certificats de dépôt	13/12/2017	12/12/2018	100	2,5		28 000				
Certificats de dépôt	13/12/2017	12/12/2018	100	2,5		2 000				
Certificats de dépôt	13/12/2017	12/12/2018	100	2,5		25 000				
Certificats de dépôt	13/12/2017	12/12/2018	100	2,5		75 000				
Certificats de dépôt	13/12/2017	12/12/2018	100	2,5		30 000				
Certificats de dépôt	13/12/2017	12/12/2018	100	2,5		20 000				
Certificats de dépôt	13/12/2017	12/12/2018	100	2,5		15 000				
Certificats de dépôt	13/12/2017	12/12/2018	100	2,5		6 000				
Certificats de dépôt	13/12/2017	12/12/2018	100	2,5		4 000				
Certificats de dépôt	13/12/2017	12/12/2018	100	2,5		38 000				
Certificats de dépôt	13/12/2017	12/12/2018	100	2,5		3 000				
Certificats de dépôt	13/12/2017	12/12/2018	100	2,5		4 000				
Certificats de dépôt	26/12/2017	02/01/2019	100	2,6		82 000				
Certificats de dépôt	29/12/2017	04/01/2019	100	2,55		151 000				
Certificats de dépôt	31/01/2018	01/02/2019	100	2,65		230 500				
Certificats de dépôt	06/02/2018	05/02/2019	100	2,75		38 000				
Certificats de dépôt	28/02/2018	01/03/2019	100	2,7		126 300				
Certificats de dépôt	30/03/2018	02/04/2019	100	2,65		211 700				
Certificats de dépôt	06/04/2018	05/04/2019	100	3		78 900				
Certificats de dépôt	30/04/2018	02/05/2019	100	2,65		90 300				
Certificats de dépôt	11/05/2018	11/05/2019	100	3		45 600				
Certificats de dépôt	29/06/2018	28/06/2019	100	2,65		211 900				
Certificats de dépôt	08/06/2018	08/06/2020	100	2,81		100 000				
Certificats de dépôt	13/06/2018	12/06/2019	100	2,56		64 000				
Certificats de dépôt	13/06/2018	12/06/2019	100	2,56		153 000				
Certificats de dépôt	13/06/2018	12/06/2019	100	2,56		3 000				
Certificats de dépôt	13/06/2018	12/06/2019	100	2,56		30 000				
Certificats de dépôt	13/06/2018	12/06/2019	100	2,56		100 000				
Certificats de dépôt	13/06/2018	12/06/2019	100	2,56		10 000				
Certificats de dépôt	13/06/2018	12/06/2019	100	2,56		10 000				
Certificats de dépôt	13/06/2018	12/06/2019	100	2,56		30 000				
Certificats de dépôt	27/06/2018	26/06/2019	100	2,57		150 000				
Certificats de dépôt	27/06/2018	26/06/2019	100	2,57		54 000				
Certificats de dépôt	27/06/2018	26/06/2019	100	2,57		50 000				
Certificats de dépôt	27/06/2018	26/06/2019	100	2,57		41 000				
Certificats de dépôt	27/06/2018	26/06/2019	100	2,57		40 000				
Certificats de dépôt	27/06/2018	26/06/2019	100	2,57		30 000				
Certificats de dépôt	27/06/2018	26/06/2019	100	2,57		25 000				
Certificats de dépôt	27/06/2018	26/06/2019	100	2,57		11 000				
Certificats de dépôt	27/06/2018	26/06/2019	100	2,57		9 000				
Certificats de dépôt	27/06/2018	26/06/2019	100	2,57		8 000				
Certificats de dépôt	27/06/2018	26/06/2019	100	2,57		2 000				
Certificats de dépôt	22/03/2018	20/09/2018	100	2,4		100 000				
Certificats de dépôt	22/03/2018	20/09/2018	100	2,4		11 000				
Certificats de dépôt	22/03/2018	20/09/2018	100	2,4		20 000				
Certificats de dépôt	22/03/2018	20/09/2018	100	2,4		19 000				
Certificats de dépôt	22/03/2018	20/09/2018	100	2,4		40 000				
Certificats de dépôt	22/03/2018	20/09/2018	100	2,4		20 000				
Certificats de dépôt	22/03/2018	20/09/2018	100	2,4		10 000				
Certificats de dépôt	22/03/2018	20/09/2018	100	2,4		17 000				
Certificats de dépôt	22/03/2018	20/09/2018	100	2,4		10 000				
Certificats de dépôt	22/03/2018	20/09/2018	100	2,4		3 000				
Certificats de dépôt	22/03/2018	20/09/2018	100	2,4		30 000				
Certificats de dépôt	22/03/2018	20/09/2018	100	2,40		220 000				
Certificats de dépôt	22/03/2018	20/09/2018	100	2,40		30 000				
Certificats de dépôt	22/03/2018	20/09/2018	100	2,40		40 000				

Nature titres	CARACTÉRISTIQUES					Montant non amorti des primes d'émission ou de remboursement	DONT			Montant non amorti des primes d'émission ou de remboursement
	Date de jouissance	Date d'échéance	Valeur nominale unitaire	Taux nominal	Mode de remboursement		Montant (1)	entreprises liées	autres apparentés	
Certificats de dépôt	22/03/2018	20/09/2018	100	2,40		30 000				
Certificats de dépôt	22/03/2018	20/09/2018	100	2,40		50 000				
Certificats de dépôt	22/03/2018	20/09/2018	100	2,40		2 000				
Certificats de dépôt	22/03/2018	20/09/2018	100	2,40		90 000				
Certificats de dépôt	22/03/2018	20/09/2018	100	2,40		96 000				
Certificats de dépôt	22/03/2018	20/09/2018	100	2,40		32 000				
Certificats de dépôt	22/03/2018	20/09/2018	100	2,40		90 000				
Certificats de dépôt	22/03/2018	20/09/2018	100	2,40		20 000				
Certificats de dépôt	22/03/2018	20/09/2018	100	2,40		50 000				
Certificats de dépôt	22/03/2018	20/09/2018	100	2,40		170 000				
Certificats de dépôt	30/05/2018	28/11/2018	100	2,45		20 000				
Certificats de dépôt	30/05/2018	28/11/2018	100	2,45		20 000				
Certificats de dépôt	30/05/2018	28/11/2018	100	2,45		60 000				
Certificats de dépôt	30/05/2018	28/11/2018	100	2,45		40 000				
Certificats de dépôt	30/05/2018	28/11/2018	100	2,45		100 000				
Certificats de dépôt	30/05/2018	28/11/2018	100	2,45		100 000				
Certificats de dépôt	30/05/2018	28/11/2018	100	2,45		20 000				
Certificats de dépôt	30/05/2018	28/11/2018	100	2,45		40 000				
Certificats de dépôt	30/05/2018	28/11/2018	100	2,45		20 000				
Certificats de dépôt	30/05/2018	28/11/2018	100	2,45		6 000				
Certificats de dépôt	30/05/2018	28/11/2018	100	2,45		31 000				
Certificats de dépôt	30/05/2018	28/11/2018	100	2,45		13 000				
Certificats de dépôt	30/05/2018	28/11/2018	100	2,45		30 000				
Certificats de dépôt	30/05/2018	28/11/2018	100	2,45		20 000				
Certificats de dépôt	30/05/2018	28/11/2018	100	2,45		50 000				
Certificats de dépôt	30/05/2018	28/11/2018	100	2,45		40 000				
Certificats de dépôt	30/05/2018	28/11/2018	100	2,45		60 000				
Certificats de dépôt	30/05/2018	28/11/2018	100	2,45		88 000				
Certificats de dépôt	30/05/2018	28/11/2018	100	2,45		27 000				
Certificats de dépôt	30/05/2018	28/11/2018	100	2,45		5 000				
Certificats de dépôt	30/05/2018	28/11/2018	100	2,45		80 000				
Certificats de dépôt	30/05/2018	28/11/2018	100	2,45		30 000				
Certificats de dépôt	22/05/2015	22/05/2022	100	3,50		6 000				
Certificats de dépôt	27/06/2018	27/03/2019	100	2,48		150 000				
Certificats de dépôt	27/06/2018	27/03/2019	100	2,48		30 000				
Certificats de dépôt	27/06/2018	27/03/2019	100	2,48		24 000				
Certificats de dépôt	27/06/2018	27/03/2019	100	2,48		4 000				
Certificats de dépôt	27/06/2018	27/03/2019	100	2,48		55 000				
Certificats de dépôt	27/06/2018	27/03/2019	100	2,48		67 000				
Certificats de dépôt	13/06/2018	20/12/2018	100	2,45		80 000				
Certificats de dépôt	13/06/2018	20/12/2018	100	2,45		70 000				
Certificats de dépôt	13/06/2018	20/12/2018	100	2,45		10 000				
Certificats de dépôt	13/06/2018	20/12/2018	100	2,45		10 000				
Certificats de dépôt	13/06/2018	20/12/2018	100	2,45		5 000				
Certificats de dépôt	13/06/2018	20/12/2018	100	2,45		2 000				
Certificats de dépôt	13/06/2018	20/12/2018	100	2,45		82 000				
Certificats de dépôt	13/06/2018	20/12/2018	100	2,45		16 000				
Certificats de dépôt	13/06/2018	20/12/2018	100	2,45		35 000				
Certificats de dépôt	13/06/2018	20/12/2018	100	2,45		100 000				
Certificats de dépôt	13/06/2018	20/12/2018	100	2,45		20 000				
Certificats de dépôt	13/06/2018	20/12/2018	100	2,45		50 000				
Certificats de dépôt	13/06/2018	20/12/2018	100	2,45		20 000				
Certificats de dépôt	31/10/2017	01/10/2019	100	2,80		30 100				
Certificats de dépôt	02/06/2017	02/05/2019	100	2,80		93 000				
Certificats de dépôt	31/07/2017	01/07/2019	100	2,85		19 500				
Certificats de dépôt	28/02/2018	28/01/2020	100	2,80		42 500				
Certificats de dépôt	11/05/2016	11/05/2020	100Tx révisable			8 989				
Certificats de dépôt	11/05/2016	11/05/2020	100Tx révisable			8 989				
Certificats de dépôt	11/05/2016	11/05/2020	100Tx révisable			26 967				
Certificats de dépôt	29/08/2016	29/08/2018	100Tx révisable			11 313				
Certificats de dépôt	31/10/2016	31/10/2019	100Tx révisable			16 901				
Certificats de dépôt	06/12/2016	06/12/2018	100Tx révisable			15 673				
Certificats de dépôt	04/01/2017	04/01/2019	100Tx révisable			9 652				



TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILÉS DU 01/01/2018 AU 30/06/2018

En milliers de DH

Dénomination de la société émettrice	Secteur d'activité	Capital social	Participation au capital en %	Prix d'acquisition	Valeur comptable nette	— Extrait des derniers États de synthèse de la société émettrice —			Produits inscrits au CPC de l'exercice
						Date de clôture de l'exercice	Situation nette	Résultat net	
PARTICIPATION DANS LES ENTREPRISES LIÉES									
BMCI LEASING	Crédit-bail	80 000	86,91%	111 714	111 714	30/06/2018	212 257	18 118	360
BMCI BANQUE OFFSHORE	Banque offshore	KUSD 5 500	100%	55 454	52 250	30/06/2018	79 601	22 116	27 109
BMCI BOURSE	Intermédiaire boursier	20 000	100%	20 000	20 000	30/06/2018	12 864	-1 729	
UPAR	Prise de participation	1 500	100%	9 428	1 327	31/03/2018	3 012	101	
BMCI Asset Management	Gestion des SICAV	1 000	100%	1 000	1 000	30/06/2018	4 570	3 549	10 450
BMCI FINANCE	Prise de participation	8 500	100%	8 500	5 895	30/06/2018	5 243	-652	
BMCI FONDS	Gestion des FCP	1 000	100%	1 000	1 000	29/12/2017	1 378	-532	
BMCI ASSURANCE	Intermédiaire en assurances	100	100%	100	100	30/06/2018	45 821	15 414	30 256
BMCI DEVELOPPEMENT	Prise de participation	300	100%	300	0	31/12/2017	-2 137	-82	
BMCI GESTION SOLIDARITE		1 000	0%	500	500				
FCP BMCI GESTION DIVERSIF	OPCVM			500	500				
DELTA RECouvreMENT	Recouvrement des créances	2 000	100%	2 000	242	12/12/2017	242	-28	
ARVAL MAROC	Location longue durée	30 000	33,34%	27 339	27 339	30/06/2018	50 486	19 602	10 143
Sté Immobil sidi maarouf	Société immobilière	10 100	100%	10 100	10 100	30/06/2018	5 197	-1 093	
AUTRES TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILÉS									
Centre monétique Interbank	Gestion cartes monétiques	98 200	13%	13 000	13 000	31/12/2017	174 339	49 928	6 500
Société Interbank	Gestion cartes monétiques	11 500	22%	2 530	2 530	31/12/2017	12 511	-564	
BDSI	Maintenance et devel Inform	16 000	11%	1 760	1 760	30/06/2018	56 851	4 728	
Sté Immobil Interbancaire GBPM	Société immobilière	19 005	13%	2 534	2 050				
SOGEPIB	Gest & exploit parc indust	18 000	5%	900	900	31/12/2017	25 067	5 267	263
SOGEPOS	Gest & exploit parc indust	35 000	13%	4 622	4 622	31/12/2017	46 092	9 812	1 370
BNP PARISBAS MED BUSINES Process	Gestion de process BACK-OFFICE	14 600	4%	584	584	31/12/2017	25 242	1 093	
SCI Romandie	Société immobilière			2 930	2 930				
FGCP	Fonds de garantie			5 000	5 000				
Bourse de Casablanca	Bourse	387 518	3,0%		11 765	31/12/2017	651 810	28 253	
NOVEC	Bureau d'études et d'ingénierie	25 700	2,82%	725	725	31/12/2017	524 751	17 565	
SETTAPARK	Gest & exploit parc indust				6 530	31/12/2017	25 554	-2 030	
ECOPARC	Gest & exploit parc indust	55 000	18,18%		10 000	31/12/2017	46 294	-1 346	
Divers				0	2 769				114
TOTAL					297 132				86 565

TABLEAU DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES DU 01/01/2018 AU 30/06/2018

En milliers de DH

NATURE	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice (1)	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice (1)	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements et/ou provisions			Montant net à la fin de l'exercice	
					Montant des amortissements et/ou provisions au début de l'exercice	Dotation au titre de l'exercice	Montant des amortissements sur immobilisations sorties		
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	856 643	32 759	0	889 402	343 143	29 727	0	372 869	516 532
Droit au bail	146 614	0	0	146 614	2 667	0	0	2 667	143 946
Immobilisations en recherche et développement	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	710 029	22 511	0	732 540	340 475	29 727	0	370 202	362 338
Immobilisations incorporelles hors exploitation		10 248		10 248					10 248
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 988 559	19 997	29 254	2 979 302	1 607 346	67 381	80	1 674 647	1 304 655
Immeubles d'exploitation	1 694 767	1 215	0	1 695 982	681 693	30 838	0	712 531	983 451
↳ Terrain d'exploitation	29 293	0	0	29 293	0	0	0	0	29 293
↳ Immeubles d'exploitation Bureaux	1 626 114	1 215		1 627 330	659 651	30 070	0	689 721	937 608
↳ Immeubles d'exploitation Logements de fonction	39 359	0	0	39 359	22 042	768	0	22 810	16 549
Mobilier et matériel d'exploitation	497 672	4 085	93	501 664	390 577	15 119	78	405 618	96 046
↳ Mobilier de bureau d'exploitation	164 278	425	93	164 610	132 671	3 371	78	135 964	28 645
↳ Matériel de bureau d'exploitation	48 387	0	0	48 387	45 073	1 131	0	46 203	2 184
↳ Matériel informatique	284 354	3 660	0	288 614	212 780	10 617	0	223 397	65 217
↳ Matériel roulant rattaché à l'exploitation	54	0	0	54	54	0	0	54	0
↳ Autres matériels d'exploitation									
Autres immobilisations corporelles d'exploitation	699 267	10 790	169	709 888	520 245	20 588	2	540 831	169 057
Immobilisations corporelles hors exploitation	41 512	136	0	41 648	14 831	835	0	15 666	25 982
↳ Terrains hors exploitation	0	0	0	0	0	0	0	0	0
↳ Immeubles hors exploitation	36 960	136	0	37 097	11 986	687	0	12 673	24 423
↳ Mobilier et matériel hors exploitation	4 552	0	0	4 552	2 846	147	0	2 993	1 559
↳ Autres immobilisations corporelles hors exploitation									
IMMOBILISATIONS EN COURS	55 341	3 770	28 992	30 119	0	0	0	0	30 119
TOTAL	3 845 202	52 756	29 254	3 868 703	1 950 488	97 107	80	2 047 516	1 821 187

(1) Ces rubriques comprennent également les mouvements Entrées et Sorties et transferts des immobilisations.

PROVISIONS DU 01/01/2018 AU 30/06/2018

En milliers de DH

PROVISIONS	Encours 31/12/2017	Dotations	Reprises	Autres variations	Encours 30/06/2018
PROVISIONS DÉDUITES DE L'ACTIF, SUR:	5 003 944	283 808	279 715	-2 734	5 005 302
Créances sur les Établissements de crédit et assimilés	155		155		0
Créances sur la clientèle	4 981 700	282 566	275 275	-2 734	4 986 257
Titres de placement	6 286	12	3 123	0	3 175
Titres de participation et emplois assimilés	13 681	407	515		13 573
Autres titres de participations	0	0	0	0	0
Immobilisations en crédit-bail et en location	1 716	823	647	0	1 892
Autres actifs	406				406
PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF	224 304	20 073	9 122	-6 125	229 130
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature	18 149	0	0	0	18 149
Provisions pour risques de change	24				24
Provisions pour pertes sur marchés à terme	3 845	7 246	0	0	11 091
Provisions pour risques généraux et charges	202 286	12 827	9 122	-6 125	199 866
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires	0				0
Provisions réglementées	0	0	0		0
TOTAL GÉNÉRAL	5 228 247	303 881	288 837	-8 859	5 234 432



DATATION ET ÉVÈNEMENTS POSTÉRIEURS DU 01/01/2018 AU 30/06/2018

I. DATATION

Date de clôture ⁽¹⁾	30 juin 2018
Date d'établissement des États de synthèse ⁽²⁾	6 Septembre 2018

- (1) Justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice.
 (2) Justification en cas de dépassement du délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des États de synthèse.

II. ÉVÈNEMENTS NÉS POSTÉRIÈUREMENT À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE NON RATTACHABLES À CET EXERCICE ET CONNUS AVANT LA 1^{ÈRE} COMMUNICATION EXTERNE DES ÉTATS DE SYNTHÈSE

DATES	Indications des événements	
	Favorables	NÉANT
	Défavorables	NÉANT

IMMOBILISATIONS DONNÉES EN CRÉDIT-BAIL, EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT ET EN LOCATION SIMPLE DU 01/01/2018 AU 30/06/2018

En milliers de DH

NATURE	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements		Dotation au titre de l'exercice sorties	Provisions		Montant net à la fin de l'exercice
					Dotation au titre de l'exercice	Cumul des amortissements		Reprises de provisions	Cumul des provisions	
IMMOBILISATIONS DONNÉES EN CRÉDIT-BAIL ET EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT	1 293 527	383 894	86 169	1 591 252	184 085	548 852	823	647	1 892	1 040 508
CRÉDIT-BAIL SUR IMMOBILISATIONS INCORPORELLES										
CRÉDIT-BAIL MOBILIER	1 279 106	370 709	86 169	1 563 646	184 085	548 852	-	-	-	1 014 794
➤ Crédit-bail mobilier en cours	1 305		74	1 231	-	-	-	-	-	1 231
➤ Crédit-bail mobilier loué	1 277 801	370 709	86 095	1 562 415	184 085	548 852	-	-	-	1 013 563
➤ Crédit-bail mobilier non loué après résiliation										
CRÉDIT-BAIL IMMOBILIER										
➤ Crédit-bail immobilier en cours										
➤ Crédit-bail immobilier loué										
➤ Crédit-bail immobilier non loué après résiliation										
LOYERS COURUS À RECEVOIR										
LOYERS RESTRUCTURES										
LOYERS IMPAYÉS	4 779	1 251	-	6 030	-	-	-	-	-	6 030
CRÉANCES EN SOUFFRANCE	9 642	11 934	-	21 576	-	-	823	647	1 892	19 685
IMMOBILISATIONS DONNÉES EN LOCATION SIMPLE										
BIENS MOBILIERS EN LOCATION SIMPLE										
BIENS IMMOBILIERS EN LOCATION SIMPLE										
LOYERS COURUS À RECEVOIR										
LOYERS RESTRUCTURES										
LOYERS IMPAYÉS										
LOYERS EN SOUFFRANCE										
TOTAL	1 293 527	383 894	86 169	1 591 252	184 085	548 852	823	647	1 892	1 040 508

VALEURS DES TITRES DE TRANSACTION, DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT DU 01/01/2018 AU 30/06/2018

En milliers de DH

TITRES	Valeurs comptable brute	Valeur actuelle	Valeur de remboursement	Plus-values latentes	Moins-values latentes	Provisions
TITRES DE TRANSACTION	487 434	487 434	476 500	-	-	-
Bons du trésor et valeurs assimilées	487 434	487 434	476 500	-	-	-
Obligations	-	-	-	-	-	-
Autres titres de créance	-	-	-	-	-	-
Titres de propriété	0	0	0	-	-	-
TITRES DE PLACEMENT	8 161 317	8 158 142	8 004 909	51 684	3 175	3 175
Bons du trésor et valeurs assimilées	7 490 448	7 487 398	7 341 200	51 636	3 050	3 050
Obligations	18 918	18 918	18 920	-	0	0
Autres titres de créance	650 476	650 351	643 314	48	126	126
Titres de propriété	1 475	1 475	1 475	-	0	0
TITRES D'INVESTISSEMENT	-	-	-	-	-	-
Bons du trésor et valeurs assimilées	-	-	-	-	-	-
Obligations	-	-	-	-	-	-
Autres titres de créance	-	-	-	-	-	-
Titres de propriété	-	-	-	-	-	-
TOTAL	8 648 751	8 645 576	8 481 409	51 684	3 175	3 175

Non inclus les intérêts courus à recevoir.

TITRES ET AUTRES ACTIFS GÉRÉS OU EN DÉPÔTS DU 01/01/2018 AU 30/06/2018

En milliers de DH

TITRES	NOMBRE DE TITRES		MONTANTS	
	30/06/2018	31/12/2017	30/06/2018	31/12/2017
Titres dont l'établissement est dépositaire			67 321 998	67 443 724
Titres gérés en vertu d'un mandat de gestion				
Titres d'OPCVM domiciliés dont l'établissement est dépositaire			9 682 035	11 742 335
Titres d'OPCVM gérés en vertu d'un mandat de gestion				
Autres actifs dont l'établissement est dépositaire				
Autres actifs gérés en vertu d'un mandat de gestion				

VENTILATION DES RÉSULTATS PAR MÉTIER OU PÔLE D'ACTIVITÉ AU 30/06/2018

En milliers de DH

	Activité I	Activité II	Activité III	Activité IV	Total
PRODUIT NET BANCAIRE					1 422 069
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION					654 871
RÉSULTAT AVANT IMPÔT					472 457

Commentaires : Le système d'information actuel de la banque ne permet pas le découpage des résultats par activité.
 Cette analyse serait faisable dans le cadre du nouveau système d'information en cours de déploiement au sein de la banque.



TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE DU 01/01/2018 AU 30/06/2018

	En milliers de DH	
	30/06/2018	31/12/2017
1. (+) Produits d'exploitation bancaire perçus	1 885 338	3 655 365
2. (+) Récupérations sur créances amorties	8 476	11 472
3. (+) Produits d'exploitation non bancaire perçus	291	7 397
4. (-) Charges d'exploitation bancaire versées	-705 577	-1 721 148
5. (-) Charges d'exploitation non bancaire versées	0	-9 719
6. (-) Charges générales d'exploitation versées	-667 047	-1 334 887
7. (-) Impôts sur les résultats versés	-141 711	-183 100
I. FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DU COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES	379 770	425 380
Variation des :		
8. (+) Créances sur les Établissements de crédit et assimilés	167 465	-993 964
9. (+) Créances sur la clientèle	-1 737 410	786 562
10. (+) Titres de transaction et de placement	626 562	-1 521 223
11. (+) Autres actifs	-247 947	-150 797
12. (+) Immobilisations données en crédit-bail et en location	-185 727	-334 441
13. (+) Dettes envers les Établissements de crédit et assimilés	748 431	-1 215 975
14. (+) Dépôts de la clientèle	-516 385	898 076
15. (+) Titres de créance émis	242 979	2 527 884
16. (+) Autres passifs	1 948 508	229 443
II. SOLDE DES VARIATIONS DES ACTIFS ET PASSIFS D'EXPLOITATION	1 046 476	225 566
III. FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION (I + II)	1 426 245	650 945
17. (+) Produit des cessions d'immobilisations financières	-	4 735
18. (+) Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	-	15 210
19. (-) Acquisition d'immobilisations financières	-	-
20. (-) Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	-38 288	-145 927
21. (+) Intérêts perçus	-	-
22. (+) Dividendes perçus	86 091	93 089
IV. FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT	47 802	-32 893
23. (+) Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie reçus	-	-
24. (+) Variation de dettes subordonnées	-	-
25. (+) Émission d'actions	0	-
26. (-) Remboursement des capitaux propres et assimilés	-	-
27. (-) Intérêts versés	-	-
28. (-) Dividendes versés	-1 288 091	-663 964
V. FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT	-1 288 091	-663 964
VI. VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE (III+IV+V)	185 957	-45 912
VII. TRÉSORERIE À L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	1 958 877	2 004 789
VIII. TRÉSORERIE À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE	2 144 834	1 958 877

PASSAGE DU RÉSULTAT NET COMPTABLE AU RÉSULTAT NET FISCAL AU 30/06/2018

	En milliers de DH	
	Montant	Montant
RÉSULTAT NET COMPTABLE	330 746	
Bénéfice net	330 746	
Perte nette		
RÉINTÉGRATIONS FISCALES	152 946	
I. COURANTES	4 963	
➤ Cadeaux à la clientèle	703	
➤ Redevances et locations non déductibles	193	
➤ Pénalités et amendes	0	
➤ dons subventions et cotisations	208	
➤ Sponsoring & Mécénat culturel	3 919	
➤ Frais de réception et événements exceptionnels	0	
➤ Charges du personnel non déductibles	0	
2. NON COURANTES	147 983	
➤ IS	141 711	
➤ Pertes sur créances et comptes soldés (non couvertes par des provisions)	2 395	
➤ Charges non courantes	2 823	
➤ Provisions pour risques généraux	0	
➤ Charges sur exercice antérieurs	1 053	
DÉDUCTIONS FISCALES		100 689
I. COURANTES		86 091
➤ Dividendes		86 091
2. NON COURANTES		14 598
➤ Reprise de provision pour investissement		0
➤ Reprise de provisions pour autres risques et charges		14 598
TOTAL	483 692	100 689
RÉSULTAT BRUT FISCAL		MONTANTS
Bénéfice brut si T1 > T2 (A)		383 003
Déficit brut fiscal si T2 > T1 (B)		
REPORTS DÉFICITAIRES IMPUTÉS (C) (1)		0
Exercice n - 4		
Exercice n - 3		
Exercice n - 2		
Exercice n - 1		
RÉSULTAT NET FISCAL		
Bénéfice net fiscal (A - C)		383 003
ou déficit net fiscal (B)		
CUMUL DES AMORTISSEMENTS FISCALEMENT DIFFÉRÉS		MONTANTS
CUMUL DES DÉFICITS FISCAUX RESTANT À REPORTER		0
Exercice n - 4		
Exercice n - 3		
Exercice n - 2		
Exercice n - 1		

(1) Dans la limite du montant du bénéfice brut fiscal (A).

PLUS OU MOINS-VALUES SUR CESSIONS OU RETRAITS D'IMMOBILISATIONS DU 01/01/2018 AU 30/06/2018

NATURE	En milliers de DH					
	Montant Brut	Amortissements Cumulés	Valeur nette comptable	Produit de cession	Plus-values de cession	Moins-values de cession
Droit au bail						
Frais d'établissement sur acquisition Immobilisation						
Logiciel informatique						
Immeubles exploitation bureau						
Immeubles hors exploitation						
Terrain exploitation						
Agencement Aménagement et Installation	131	2	129			129
Agencement Aménagement et Installation						
Mobilier de bureau	93	78	15			15
Matériel roulant						
Matériel roulant de fonction						
Matériel de bureau						
Immeubles exploitation logement de fonction						
Agencement Aménagement et Installation logement de fonction						
Aménagement nouveaux locaux						
Matériel Informatique (Ordinateurs centraux)						
Matériel Informatique (Ordinateurs centraux)						
Matériel Informatique (GAB & TPE)						
Matériel Informatique (Micro-ordinateurs)						
Télécommunications						
Mobilier logement de fonction						
Terrain hors exploitation						
TOTAL GÉNÉRAL	224	80	144	0	0	144

DETTES SUBORDONNÉES DU 01/01/2018 AU 30/06/2018

Monnaie de l'emprunt	Montant en monnaie				Conditions de remboursement anticipé, subordination et convertibilité		- Dont entreprises liées -		- Dont autres apparentés -	
	de l'emprunt	Cours	Taux	Durée	Montant de l'emprunt en monnaie nationale	Montant 30/06/2018	Montant 31/12/2017	Montant 30/06/2018	Montant 31/12/2017	
MAD	270 000	100	6,04%	10	Subordination classique	270 000				
MAD	255 000	100	6,04%	10	Subordination classique - Coté sur la bourse de Casablanca	255 000				
MAD	225 000	100	3,37%	10	Subordination classique	225 000		27 800	27 800	
TOTAL	750 000					750 000	0	0	27 800	

Deloitte.

285, Boulevard Zerktouni
Casablanca

pwc

35, Rue Aziz Belkhal
09 330 Casablanca

BANQUE MAROCAINE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE (BMCI)

ATTESTATION D'EXAMEN LIMITE SUR LA SITUATION INTERMÉDIAIRE DES COMPTES SOCIAUX AU 30 JUIN 2018

En application des dispositions du Dahir portant loi n° 1-93-212 du 21 septembre 1993, tel que modifié et complété, nous avons procédé à un examen limité de la situation intermédiaire de la Banque Marocaine pour le Commerce et l'Industrie (BMCI) comprenant le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie et une sélection d'états des informations complémentaires (ETIC) relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2018. Cette situation intermédiaire qui fait ressortir un montant de capitaux propres et assimilés totalisant KMAD 7.710.965, dont un bénéfice net de KMAD 330.746, relève de la responsabilité des organes de gestion de l'émetteur.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes de la Profession au Maroc relatives aux missions d'examen limité. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation intermédiaire ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que la situation intermédiaire, ci-jointe, ne donne pas une image fidèle du résultat des opérations de la période écoulée ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Banque Marocaine pour le Commerce et l'Industrie (BMCI) arrêtés au 30 juin 2018, conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Casablanca, le 25 septembre 2018

Les Commissaires aux Comptes

Deloitte Audit
Deloitte Audit
285, Boulevard Zerktouni
CASABLANCA
TM : 05 22 22 40 25/0134/81
Fax : 05 22 22 40 78
Sakina Bensouda-Korachi
Associée

PwC Maroc
PwC Maroc S.A.R.L.
35, Rue Aziz Belkhal 09 330 Casablanca
Tél : 05 22 22 40 25/0134/81
Fax : 05 22 22 40 78
Mohamed Rqibate
Associé



Les états financiers consolidés du Groupe BNP Paribas sont présentés au titre des deux premiers semestres 2018 et 2017. Conformément à l'article 20.1 de l'annexe (I) au règlement européen Prospectus (règlement EU 809/2004), il est précisé que le premier semestre 2016 est consultable dans l'actualisation du 31 juillet 2017, enregistrée sous le numéro D.17-0132-A02, du Document de référence déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 7 mars 2017 sous le numéro D.17-0132.

BILAN AU 30 JUIN 2018	En millions d'Euros		
	30 juin 2018 IFRS 9 et IFRS 15	1 ^{er} janvier 2018 IFRS 9 et IFRS 15	31 décembre 2017 IAS 39
ACTIF			
Caisse, banques centrales	211 441	178 433	178 446
Instruments financiers en valeur de marché par résultat			
➤ Portefeuille de titres	182 883	130 326	122 964
➤ Prêts et opérations de pension	285 578	144 948	143 988
➤ Instruments financiers dérivés	240 778	229 896	229 897
Instruments financiers dérivés de couverture	11 750	13 721	13 723
Actifs financiers en valeur de marché par capitaux propres			
➤ Titres de dette	50 465	53 942	110 881
➤ Instruments de capitaux propres	2 319	2 330	6 928
Actifs financiers au coût amorti			
➤ Prêts et créances sur les Établissements de crédit	22 433	20 356	20 405
➤ Prêts et créances sur la clientèle	747 799	731 176	735 013
➤ Titres de dette	71 432	69 426	15 378
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	2 972	3 064	3 064
Placement des activités d'assurance	233 617	227 712	227 712
Actifs d'impôts courants et différés	7 197	7 368	6 568
Comptes de régularisation et actifs divers	102 346	92 961	92 875
Participations dans les entreprises mises en équivalence	5 787	6 221	6 426
Immobilisations corporelles et immeubles de placement	25 773	25 000	25 000
Immobilisations incorporelles	3 412	3 327	3 327
Écarts d'acquisition	8 389	9 571	9 571
Actifs non courants destinés à être cédés	18 114		
TOTAL ACTIF	2 234 485	1 949 778	1 952 166
DETTES			
Banques centrales	5 948	1 471	1 471
Instruments financiers en valeur de marché par résultat			
➤ Portefeuille de titres	95 521	67 087	67 087
➤ Dépôts et opérations de pensions	330 679	174 645	174 645
➤ Dettes représentées par un titre	56 877	50 490	50 490
➤ Instruments financiers dérivés	233 935	227 644	227 644
Instruments financiers dérivés de couverture	13 535	15 682	15 682
Passifs financiers au coût amorti			
➤ Dettes envers les Établissements de crédit	97 569	76 503	76 503
➤ Dettes envers la clientèle	783 854	760 941	760 941
➤ Dettes représentées par un titre	162 489	148 156	148 156
➤ Dettes subordonnées	16 553	15 951	15 951
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	2 696	2 372	2 372
Passifs d'impôts courants et différés	2 507	2 234	2 466
Comptes de régularisation et passifs divers	88 037	80 472	79 994
Provisions techniques et autres passifs d'assurance	214 317	210 494	210 494
Provisions pour risques et charges	10 236	11 084	11 061
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	15 487		
TOTAL DETTES	2 130 240	1 845 226	1 844 957
CAPITAUX PROPRES			
Capital et réserves	93 742	89 880	91 026
Résultat de la période, part du Groupe	3 960	7 759	7 759
TOTAL CAPITAL, RÉSERVES CONSOLIDÉES ET RÉSULTAT DE LA PÉRIODE, PART DU GROUPE	97 702	97 639	98 785
Variations d'actifs et passifs comptabilisés directement en capitaux propres	1 009	1 787	3 198
TOTAL PART DU GROUPE	98 711	99 426	101 983
INTÉRÊTS MINORITAIRES	5 534	5 126	5 226
TOTAL CAPITAUX PROPRES	104 245	104 552	107 209
TOTAL PASSIF	2 234 485	1 949 778	1 952 166

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE RELATIFS AU PREMIER SEMESTRE 2018	En millions d'Euros	
	1 ^{er} semestre 2018 IFRS 9 et IFRS 15	1 ^{er} semestre 2017 IAS 39
RÉSULTAT AVANT IMPÔT	5 709	6 215
ÉLÉMENTS NON MONÉTAIRES INCLUS DANS LE RÉSULTAT NET AVANT IMPÔT ET AUTRES AJUSTEMENTS HORS RÉSULTAT	7 303	11 753
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	2 554	2 245
Dotations nettes aux provisions des autres immobilisations et dépréciation des écarts d'acquisition	(25)	(22)
Dotations nettes aux provisions	6 369	5 110
Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	(294)	(388)
Charges (produits) nets des activités d'investissement	(475)	35
Charges nettes des activités de financement	64	185
Autres mouvements	(890)	4 588
AUGMENTATION NETTE LIÉE AUX ACTIFS ET PASSIFS PROVENANT DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	11 775	68 794
Augmentation nette liée aux opérations avec la clientèle et les Établissements de crédit	39 095	69 579
Augmentation (diminution) nette liée aux opérations affectant les autres actifs ou passifs financiers	(24 164)	2 336
Diminution nette liée aux opérations affectant les actifs ou passifs non financiers	(2 435)	(2 622)
Impôts versés	(721)	(499)
AUGMENTATION NETTE DE LA TRÉSORERIE GÉNÉRÉE PAR L'ACTIVITÉ OPÉRATIONNELLE	24 787	86 762
Augmentation nette liée aux actifs financiers et aux participations	607	685
Diminution nette liée aux immobilisations corporelles et incorporelles	(541)	(527)
AUGMENTATION NETTE DE LA TRÉSORERIE LIÉE AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT	66	158
Diminution de trésorerie liée aux opérations réalisées avec les actionnaires	(4 044)	(3 823)
Augmentation de trésorerie provenant des autres activités de financement	7 553	1 951
AUGMENTATION (DIMINUTION) NETTE DE LA TRÉSORERIE LIÉE AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT	3 509	(1 872)
EFFET DE LA VARIATION DES TAUX DE CHANGE SUR LA TRÉSORERIE ET ASSIMILÉE	1 395	(4 990)
IMPACTS NON MONÉTAIRES DES ACTIFS NON COURANTS DESTINÉS À ÊTRE CÉDÉS	(724)	-
AUGMENTATION NETTE DE LA TRÉSORERIE	29 033	80 058
SOLDE DES COMPTES DE TRÉSORERIE ET ASSIMILÉE À L'OUVERTURE DE LA PÉRIODE	175 061	155 963
Comptes actifs de caisse, banques centrales	178 446	160 400
Comptes passifs de banques centrales	(1 471)	(233)
Prêts à vue aux Établissements de crédit	8 063	6 513
Emprunts à vue auprès des Établissements de crédit	(9 906)	(10 775)
Déduction des créances et dettes rattachées sur les comptes de trésorerie et assimilée	(71)	58
SOLDE DES COMPTES DE TRÉSORERIE ET ASSIMILÉE À LA CLÔTURE DE LA PÉRIODE	204 094	236 021
Comptes actifs de caisse, banques centrales	211 455	243 384
Comptes passifs de banques centrales	(5 948)	(3 785)
Prêts à vue aux Établissements de crédit	9 451	6 966
Emprunts à vue auprès des Établissements de crédit	(10 828)	(10 508)
Déduction des créances et dettes rattachées sur les comptes de trésorerie et assimilée	(36)	(36)
AUGMENTATION DES SOLDES DES COMPTES DE TRÉSORERIE ET ASSIMILÉE	29 033	80 058

COMPTE DE RÉSULTAT DU PREMIER SEMESTRE 2018	En millions d'Euros	
	1 ^{er} semestre 2018 IFRS 9 et IFRS 15	1 ^{er} semestre 2017 IAS 39
Intérêts et produits assimilés	17 948	16 756
Intérêts et charges assimilés	(7 495)	(6 084)
Commissions (produits)	6 502	6 479
Commissions (charges)	(1 842)	(1 758)
Gains nets sur instruments financiers à la valeur de marché par résultat	3 545	2 928
Gains nets sur instruments financiers à la valeur de marché par capitaux propres	170	1 106
Gains nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti	14	21
Produits nets des activités d'assurance	2 133	1 914
Produits des autres activités	6 612	5 745
Charges des autres activités	(5 583)	(4 872)
PRODUIT NET BANCAIRE	22 004	22 235
Frais de personnel	(8 385)	(8 337)
Autres charges générales d'exploitation	(6 434)	(6 048)
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	(809)	(805)
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION	6 376	7 045
Coût du risque	(1 182)	(1 254)
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	5 194	5 791
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	294	388
Gains nets sur autres actifs immobilisés	206	29
Écarts d'acquisition	15	7
RÉSULTAT AVANT IMPÔT	5 709	6 215
Impôt sur les bénéfices	(1 476)	(1 695)
RÉSULTAT NET	4 233	4 520
Dont intérêts minoritaires	273	230
RÉSULTAT NET, PART DU GROUPE	3 960	4 290
Résultat par action	3,02	3,30
Résultat dilué par action	3,02	3,30



BMCI - S.A. à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 1 327 928 600 DH
Siège Social : 26, place des Nations Unies - Casablanca - Maroc - Tél : +212 (0) 5 22 46 10 00



BMCI
GROUPE BNP PARIBAS

La banque
d'un monde
qui change